

PERE JOSEPH WRESINSKI

ÉCHEC À LA MISÈRE

Conférence faite à la Sorbonne
le 1^{er} juin 1983

CAHIERS DE BAILLET (n°5)

EDITIONS QUART MONDE

c Editions Quart Monde, 1996
15, rue Maître Albert - 75005 Paris
Maison Joseph Wresinski - 95560
Baillet-en-France
ISSN 1257 - 9009
ISBN 2-904972-74-9

CAHIERS DE BAILLET

Collection
sous la responsabilité
de la Maison Joseph Wresinski
(Baillet-en-France)

Les Cahiers de Baillet
publient *des textes du*
Père Joseph Wresinski,
ainsi que des essais sur
sa vie et sa pensée qui
tenteront de donner
divers points de vue sur
sa personnalité.

Couverture : Jeanpierre Beyeler

SOMMAIRE

PRÉSENTATION par René Rémond	7
Constat préalable : l'Université aux antipodes de la misère	11
Chapitre I : La famille Mauroux ou la vie à l'envers.....	19
Chapitre II : La famille sous-prolétarienne : un autre savoir, une autre logique	31
Chapitre III : Des modes de pensée excluant les plus pauvres.....	47
Chapitre IV : L'Université du côté des oppresseurs ?.....	56
Chapitre V : Le rendez-vous à ne pas manquer	69
Chapitre VI : La réciprocité.....	76
Bibliographie	83

PRÉSENTATION

Heureuse idée que de rééditer la conférence prononcée le 1er juin 1983 à la Sorbonne par le Père Joseph Wresinski “Echec à la misère”. Le texte était épuisé. Ce fut un événement auquel lui-même attachait avec raison une importance symbolique : pour la première fois, la voix des plus pauvres se faisait entendre dans une enceinte universitaire. Ce fut aussi un de ces actes qui, en France, ont modifié l'état des esprits comme le livre publié un peu plus tôt par René Lenoir sur les exclus. L'un et l'autre ont contribué à introduire dans l'opinion la notion d'exclusion. Si la dernière campagne présidentielle s'est en partie jouée sur le constat d'une fracture sociale et sur la détermination, plus ou moins affirmée, des divers candidats de tout faire pour la réduire, il n'est pas douteux que le Père Joseph et l'action d'ATD Quart Monde n'y sont pas étrangers. Autant de raisons pour relire ce texte et pour s'interroger douze ans plus tard sur son actualité.

Cette intervention s'inscrit dans le droit fil de ce qui était la préoccupation majeure du Père Joseph : faire entendre la voix des sans voix en harmonie avec son intuition fondamentale que la reconnaissance et la considération sont encore plus nécessaires que le partage des biens matériels. Pour ces deux raisons, l'Université a pour les exclus une importance stratégique. Le concours des médias serait-il aujourd'hui plus efficace encore que celui de l'Université pour arracher le Quart Monde à son isolement ? Toujours est-il que le Père Joseph déplore que celle-ci ait manqué à sa mission. Le reproche est double.

L'Université ne s'est pas intéressée aux exclus : elle n'a eu d'attention que pour le monde des travailleurs. L'observation est parfaitement juste : c'est un fait que la classe ouvrière a bénéficié exclusivement du sentiment de justice et de solidarité que le Père Joseph sollicite précisément en faveur du Quart Monde. L'idéologie a eu une part de responsabilité dans cette disparité de l'attention : la mission que le marxisme assignait au prolétariat des ouvriers d'industrie pour être l'instrument de l'histoire et accomplir la révolution qui mettrait fin à l'aliénation a eu pour corollaire, du mépris pour le sous-prolétariat et une grande défiance à l'égard de cette fraction de la population soupçonnée de toutes les déviations politiques possibles. Le monde ouvrier a effectivement occulté l'existence du Quart Monde. C'est toujours vrai, les événements récents l'ont encore manifesté : les travailleurs qui ont fait grève en décembre 1995 et leurs organisations syndicales avaient pour préoccupation majeure la défense des droits acquis et ne se sont guère souciés des sans emplois. Dans leur majorité, le corporatisme inspirait davantage leur action que la volonté de mettre fin à l'exclusion.

Le second reproche adressé à l'Université est de ne s'être pas ouverte aux exclus et d'avoir jalousement gardé le privilège du savoir et de la culture dont la privation est plus grave que la frustration des richesses matérielles. Peut-être le Père Joseph surestimait-il les possibilités à cet égard de l'institution universitaire et attendait-il d'elle davantage que ce qu'elle est en mesure d'offrir. Mais de toute façon l'analyse demeure actuelle et on peut même se demander si la situation qu'il dénonce n'est pas aujourd'hui plus critique qu'en 1983. En effet, si l'opinion a heureusement pris conscience du problème et si elle n'en prend

plus son parti, la situation s'est plutôt aggravée à en juger par les chiffres couramment avancés pour dénombrer les exclus : ne parle-t-on pas aujourd'hui de quelque cinq millions ? Pas seulement à cause de la crise, mais pour des raisons plus profondes et plus durables et qui ne sont pas sans relation avec l'éducation et le système scolaire. Plus augmente dans une société la proportion de ceux qui accèdent à une formation et à une culture, et plus aussi se creuse l'écart entre eux et ceux qui n'y sont pas admis et qui ont alors inévitablement un sentiment plus vif d'être rejetés.

Dans sa conférence, le Père Joseph notait déjà que le Quart Monde avait payé cher la démocratisation de l'instruction et pourtant, en 1983, le phénomène était moins avancé. Depuis, la décision des pouvoirs publics de porter à 80 % d'une tranche d'âge la proportion de ceux qui atteindront le "niveau du baccalauréat" a pour inévitable contrepartie que la situation des 20 % restants est plus inquiétante qu'auparavant : c'est le germe d'une fracture sociale. Autre chose encore va militer dans le même sens, que le propos du Père Joseph pressent : l'exigence croissante de qualification inhérente au progrès des technologies expose ceux qui, pour des raisons diverses, ne sont pas considérés comme capables d'acquérir une qualification, à l'éviction du système de production et par conséquent de la société. Comment les employer ? Quelles tâches inventer pour les occuper ?

Et que peut pour eux l'Université à qui la société demande de dispenser une formation de plus en plus qualifiante ? Il convient de lui donner acte de ses initiatives nombreuses et des efforts méritoires depuis un quart de siècle pour s'ouvrir à toute la population et mettre fin à une situation qui limitait son rôle aux seuls adolescents. Mais il faut

aussi tenir compte de ce que l'Université connaît, elle aussi, depuis quelques années, une situation qui n'est pas sans analogie avec celle du Quart Monde. Il serait certes excessif de dire qu'elle a aussi ses exclus. Et pourtant ! L'explosion des effectifs, qui conduit désormais aux portes des universités une majorité des classes d'âge et qui les submerge sous le flot d'une masse qu'elles ne sont plus en mesure d'accueillir convenablement donne à une proportion croissante de ces étudiants le sentiment qu'ils sont voués à être des laissés pour compte: ils ne sont pas loin de se considérer comme des exclus en puissance, condamnés à constituer un Quart Monde du savoir et de la culture.

C'est dire que le propos du Père Joseph garde toute sa force et est plus actuel que jamais. La question appelle plus que jamais une réflexion des universitaires sur leur devoir et leurs possibilités de faire "échec à la misère".

René REMOND
Président de la Fondation Nationale
des Sciences Politiques.
Janvier 1996.

CONSTAT PRÉALABLE : L'UNIVERSITÉ AUX ANTIPODES DE LA MISÈRE

Échec à la misère, voilà le thème dont nous étions convenus pour ces quelques heures de réflexion et d'échange. Echec à la misère, mais pourquoi ce thème ? La Sorbonne est-elle une enceinte où peuvent être utilement prises des dispositions de lutte contre la misère ? Est-elle un lieu où peut être menée cette lutte ? Apparemment non. L'Université et la misère sont, en principe, deux univers qui ne peuvent pas se rencontrer. L'Université est, en elle-même, non pas échec à la misère, mais bastion contre la misère. Au pied de ses murs, les vagues de ce fléau sont obligées de refluer. L'Université est en tout point le contraire de la misère : sécurité et tranquillité de l'esprit, tout entière détournée des anxiétés quotidiennes de l'homme, toute tournée vers la découverte de réalités durables, transcendant le quotidien. L'Université est le havre de la pensée ordonnée, à l'opposé de l'improvisation constante dont est tissée l'existence dans la pauvreté extrême.

À l'Université, la sécurité du savoir et du prestige que confère le savoir permet les spéculations intellectuelles ambitieuses. Aucun homme sain d'esprit ne se hasarde à de telles spéculations, tant qu'il est en butte à la violence de la misère, de l'expulsion, du refus d'un

emploi, de la faim, du retrait de ses enfants ; tant qu'il est en butte à l'humiliation, à la peur et à la fuite, à l'imprévisibilité des aides, à la dépendance de l'aumône publique ou privée.

L'Université, c'est l'homme maîtrisant les lois de la nature et les règles de toutes les créations de l'homme. La misère, c'est l'homme maîtrisé, l'homme opprimé par la nature, la matière et les autres hommes. C'est l'homme ne pouvant rien maîtriser dans son corps, dans sa pensée, ni dans sa vie. L'homme de l'Université est à l'antipode de l'homme de la misère. L'un est pour l'autre le monde à l'envers. Comment pourraient-ils se rencontrer ? En réalité, les deux univers ne peuvent se pénétrer d'aucune manière. Et l'univers sur lequel rayonne l'Université ne peut pas pénétrer l'univers placé sous la menace, plus ou moins directe, de la misère.

Ce propos apparemment catégorique peut étonner et même indigner certains. Pouvons-nous nier ainsi les innombrables études et recherches universitaires sur la misère, les nombreux efforts d'ouvrir des chemins conduisant de milieux de misère, ou, pour le moins, de pauvreté, vers des milieux académiques ? Je ne les nie pas. Je ne nie pas non plus certains efforts de faire profiter des milieux de grande pauvreté de certains fruits de la pensée et des découvertes universitaires. Mais j'ai la conviction que ces démarches de l'un vers l'autre sont des démarches souvent individuelles et toujours limitées dans le temps. Ce sont autant de mains, de coeurs, d'esprits individuels tendus de l'un vers l'autre. Ce ne

sont pas des ouvertures d'un milieu à un autre.

Cette ouverture est pourtant nécessaire et même indispensable. Car faute de proximité et de perméabilité, les hommes et les femmes détenteurs des universités ou bénéficiaires directs des bienfaits qu'elles distribuent, conduisent des actions et même des luttes ne profitant pas aux plus pauvres. Ils mènent souvent des luttes destinées à libérer les opprimés. Mais l'histoire passée et présente ne cesse de nous le redire, ces luttes ne libèrent pas les populations au pied de l'échelle sociale. Ces populations ne furent pas libérées par la Révolution Française, ni par la Commune. Elles ne sont pas libérées ni même alphabétisées par la révolution liant intellectuels, étudiants et travailleurs salariés pour le renversement du pouvoir au Nicaragua. Elles ne sont pas encore libérées en Pologne, en Hongrie ni en Tchécoslovaquie. L'exclusion des plus pauvres n'est sans doute pas voulue, mais elle est un fait historique.

Cette exclusion séculaire est le véritable défi des révolutions de notre temps. L'Université et, je dirais, l'humanité, ont appris à mener des révolutions libératrices pour et avec des populations pauvres, mais pas trop pauvres pour imaginer la libération et assumer le changement. L'Université, pas plus que l'humanité en général, n'a appris à conduire ni même à participer à un changement fondamental pour des populations plongées dans la misère.

Ces temps-ci, nous voyons reprocher aux étudiants de mener des luttes corporatistes, au mépris des intérêts économiques du pays. Ce reproche est-il tout à fait juste ? Il le serait, si nous avions légué aux jeunes générations un patrimoine historique, une expérience concrète de luttes politiques pour l'homme. Il n'en est rien. Nous connaissons, en matière de combats pour l'homme, des combats idéologiques, non pas des luttes politiques. Puisque, par définition, une lutte politique pour l'homme devrait mobiliser, et même privilégier, les plus pauvres de notre pays et du monde. Nous n'avons pas encore appris à le faire, et en toute logique, tous nos combats demeurent partiels, sélectifs, corpora-tistes, en attendant.

De la révolution la plus révolutionnaire (si j'ose dire), du changement de fond en comble, faisant sortir de l'ombre les plus pauvres pour les placer au premier rang du combat, de cette révolution-là, nous ne connaissons pas les conditions ni les stratégies. Sur l'échec à la misère, l'Université elle-même a tout à apprendre. Et elle n'apprendra pas, si elle n'invente pas de nouvelles ouvertures. Je disais que l'ouverture était indispensable. Je dirai même plus : l'ouverture serait, en elle-même, échec à la misère. C'est la conviction tirée d'une expérience de vie et d'une longue réflexion commune, partagée par les équipes ATD Quart Monde dans des zones de plus grande pauvreté à travers le monde. C'est la conviction retenue de ma propre enfance et de ma vie en milieu de misère. Je voudrais l'examiner avec vous.

Dire que l'Université, en ouvrant ses portes, en sortant de ses murs, fait échec à la misère, c'est lui attribuer, c'est attribuer aux milieux détenteurs du savoir, une responsabilité écrasante, insupportable aux seules personnes, soutenable seulement par une collectivité. C'est la raison de ma démarche auprès de vous. Je m'adresse à cette salle, symbole de l'ouverture possible, puisque, familles du Quart Monde et ressortissants de milieux plus favorisés, vous vous trouvez côte à côte. Que vous le veuillez ou non, vous êtes, toutes et tous, représentants de collectivités. Mais dans cette salle, en ce moment, vous êtes le commencement d'une collectivité nouvelle, d'une collectivité et d'une unité de combat pour l'homme. Je m'adresse à cette collectivité-là, familles du Quart Monde et représentants de milieux possédant le savoir.

Je parlerai d'abord des familles du Quart Monde : que signifie de vivre aux antipodes du savoir ? Une fois arrivé là, est-il possible de rebrousser chemin ? Puis, je parlerai des privilégiés du savoir, de ceux qui occupent la place au soleil, le bon côté du monde. Tout d'abord, dans quelle mesure ont-ils diminué les connaissances, déformé les réalités humaines en ignorant l'expérience et la pensée des plus pauvres ? Comment ont-ils ainsi desservi les pauvres, mais aussi tous les hommes ? Prenant le progrès des sciences, prenant leurs propres curiosités pour guides, comment ont-ils aliéné l'humanité ?

Mais les privilégiés du savoir ont aussi, en tous temps, essayé d'aller en sens inverse.

La science au service de l'homme, la science et la technologie au service de la Nation par le truchement du progrès économique : face à ces deux stéréotypes également dangereux pour les plus pauvres, tous les détenteurs de savoir ne se sont pas laissé séduire. Quelles leçons apprendre de ceux qui n'ont pas admis de telles simplifications abusives ?

Je ne puis vous présenter, ici, qu'une interrogation bien sommaire sur ces points. Il s'agira d'indiquer quelques pistes de réflexion seulement. Tout au moins pourrions-nous en déduire quelques propositions de projets concrets à entreprendre, dès à présent. C'est là l'essentiel de notre rencontre. Cette rencontre n'aurait pas de justification, si elle ne devait pas nous conduire à entreprendre des projets concrets et précis, à décider ici et maintenant.

ARBRE GÉNÉALOGIQUE
sur cette page

CHAPITRE I

LA FAMILLE MAUROUX OU LA VIE A L'ENVERS

Que signifie de vivre aux antipodes du savoir ? C'est notre première question, mais comment l'aborder ? Je vous proposerai l'approche la plus directe, la plus simple et la plus ingénue, celle de l'homme du terrain et du militant. Je propose de vous faire rencontrer une famille sous-prolétarienne. Je vous parlerai de la vie d'un homme et d'une femme nés au pied de l'échelle sociale ; je vous parlerai de ce qu'ont vécu leurs parents, de ce que vivent, aujourd'hui encore, leurs enfants.

Approche directe de l'homme du terrain, je pense que c'est aussi l'approche la mieux fondée, la plus indiquée pour l'homme de recherche. Je crois sincèrement que c'est l'approche ignorée et le rendez-vous manqué, entre Université et Quart Monde. C'est le rendez-vous manqué par l'Université et celui qui, à cause de l'absence de l'Université, a été manqué par tous les milieux se nourrissant d'elle, profitant d'elle d'une façon ou d'une autre, la prenant pour source de formation, pour référence et pour guide. C'est le rendez-vous manqué de notre ère, de nos universités et de notre société tout entière.

Je vous propose de vous approcher d'une famille sous-prolétarienne, afin de vous rendre compte de ce qu'ont perdu ceux qui ne firent pas cette démarche ; afin de vous rendre compte de ce que nous risquons encore de perdre, en ne la rencontrant pas. Que nous soyons hommes et femmes d'action, militants ; que nous soyons universitaires, chercheurs, étudiants ; que nous soyons hommes et femmes de foi, croyants, ou simplement citoyens de bonne volonté, nous verrons que pour nous tous, cette rencontre est essentielle, à ne plus manquer maintenant à aucun prix.

Je vous parlerai brièvement de la famille Mauroux. Madame Gabrielle Mauroux est parisienne. Tout le monde n'est pas parisien de la même manière. Gabrielle Mauroux est née Gbrielle Ledanois, en 1926, dans le XV^{ème} arrondissement, dans une de ces rues aux alentours de la Porte de Sèvres, où se trouvaient comme agglutinées à la ville plusieurs centaines de familles nombreuses très pauvres. De fait, Gabrielle vient au monde en fillette "des faubourgs", comme disent les Parisiens mieux lotis de son époque. Sa famille est apparentée au peuple des faubourgs, peuple entre ville et campagne dont les ressortissants les plus pauvres se trouvent mélangés à cette population de misère plus itinérante, installée dans des abris de fortune dans la Zone.

Le Paris d'hier, pas plus que le Paris d'aujourd'hui, ne s'est efforcé de bien connaî-

tre ces Parisiens-là. Population utile pour les uns, dangereuse pour les autres, selon les partis pris en temps de révolution ; population utile pour débarrasser les déchets et pour laver le linge des familles de la ville, mais dangereuse à traverser après la tombée de la nuit, pour les Parisiens rentrant de la campagne. Qui s'est jamais soucié de la bien connaître, sauf Dufourny de Villiers et quelques uns de ses proches, soucieux de ce Quatrième Ordre, Quart Ordre ou Quart Monde ?

C'est de ce peuple mystérieux et parfois mythique, aux ramifications diverses et qui ne connaît la société qui la surplombe que par en-dessous, qu'est née Gabrielle Ledanois. Elle vient au monde non loin de l'endroit où vit le jour sa propre mère, Agnès Poncin. Celle-ci nous dira d'elle-même : "Je suis une fille de la Zone, à sept ans, je suis arrivée dans la Zone".

Agnès Poncin, née dans le XVème en 1898, avait, en effet, pour père un charretier qui, pour le compte d'un patron, se rendait tous les matins à l'aube aux Halles, afin d'y ramasser les ordures. Il transportait les déchets hors de la ville, au moyen d'une petite voiture à deux roues tirée par un cheval, aux côtés duquel il faisait le retour à la décharge à pied, ne pouvant s'asseoir sur les ordures sans risquer de tomber ou de faire tomber l'animal d'épuisement. Des grands-parents Ledanois, nous ne savons pas beaucoup plus. Comme beaucoup de familles voisines, ils habitaient, avec

leurs enfants, probablement nombreux, une roulotte, vivant de ce que nous appellerions aujourd'hui des expédients, mais qui représentaient à l'époque un système de vie organisée, au moyen duquel s'accrochaient à l'existence les générations successives des plus pauvres en France. Car toute la France urbaine a connu cette forme de survie, faite de la seule volonté de survivre d'une population de faubourgs et de zones.

Agnès Poncin, fille de la Zone, deviendra bientôt épouse et mère de la Zone, à son tour. Jeune fille aux joues déjà creusées, au corps maigre mais résistant, elle prend pour mari le fils d'un voisin, Michel Ledanois, jeune homme de forte carrure, de fort caractère et de fort langage. De ses premières années de mariage, Agnès dit : "On a habité d'abord dans la Zone, à la Porte de Versailles. On avait un pavillon (...). On faisait beaucoup de pavillons, à l'époque. Ils étaient démontables, en bois, avec le toit goudronné (...). L'eau, il fallait en chercher dehors aux fontaines. On n'avait pas d'électricité, on avait du pétrole (...)". De quoi vivait alors le jeune ménage Ledanois ? "Je courais toute la journée avec mon mari ; on faisait la chine. Mes enfants, ils ont dû se débrouiller tout seuls. Les aînés, les garçons, ils faisaient à manger pour les plus petits, le matin, avant de partir à l'école".

Fait nouveau dans la Zone, alors que les

parents, jamais scolarisés, font la chine, les aînés des enfants, trois garçons, vont à l'école. Non pas pour y rester longtemps, ni pour y apprendre grand-chose. Mais le père qui trie les ordures veut que ses premiers fils "arrivent" dans la vie. Cette ambition, il la gardera pendant un temps encore, lorsque le foyer emménage dans le XVème arrondissement où naquit la maman, Agnès. Récupérer chiffons et ferrailles demeurera le gagne-pain de la famille, dans ce quartier où le métier de chiffonnier fait vivre des ruelles entières. Mais quand les trois aînés quittent l'école, le père les place comme apprentis, l'un chez un confiseur, un autre auprès d'un menuisier.

L'ambition du père pour le devenir scolaire et professionnel de ses enfants va pourtant s'effiloche au gré des ans et des nouvelles naissances. On peut penser que la société environnante a légué, à l'homme, à la Zone, aux faubourgs, une certaine ambition, sans léguer les moyens de la satisfaire. Car treize enfants vont naître. Rien d'étonnant à cela, dans le quartier où les familles nombreuses s'entassent. Et à mesure que le nombre de bouches à nourrir augmente, s'envole le rêve d'une situation meilleure. Gabrielle Ledanois, épouse Mauroux, nous dira de son enfance : "J'ai été travailler à douze ans dans la confection. Mon père ne regardait pas à notre âge, il fallait travailler tout de suite (...). Moi, je voulais faire coiffeuse, mais mon père

n'a pas voulu. C'est normal, j'étais la quatrième. Les trois premiers ont pu profiter, mais pour quatre, c'était trop".

Par un cruel revers du sort, Michel Ledanois ne va pas seulement voir s'évanouir ses espoirs ; il va se trouver entraîné à prendre le contre-pied de ses espoirs, placé comme aux antipodes de l'avenir qu'une société en progression scolaire lui avait fait miroiter. Il ne peut offrir à ses enfants ni le temps ni la quiétude d'esprit nécessaires aux études scolaires. Désappointé, frustré, il va faire le contraire, houspiller femme et enfants. Il lui arrive de battre la mère lorsque celle-ci est enceinte. Tout comme il lui arrive de vouloir la protéger, obligeant les enfants très jeunes à traîner les seaux d'eau de la fontaine, à faire les commissions, à se lever avant l'aube, pour s'en aller avec lui "faire les poubelles".

Après Gabrielle, neuf frères et soeurs naîtront encore pour grandir ainsi. Trois ou quatre d'entre eux semblent être décédés en bas âge. "Le dernier, dit Gabrielle, c'est moi qui l'ai préparé dans une boîte pour l'enterrer. Tout juste né qu'il était. J'avais douze ans". À douze ans, Gabrielle n'était pas résistante elle-même. Elle avait eu une méningite, des "convulsions" à ce qu'elle pense, du rachitisme aussi, à observer ses jambes à l'âge adulte. Elle s'en fut pourtant à l'usine, "dans la confection" comme elle dit. En piquant des coutures, elle s'abîma

la vue : “C’est là que j’ai perdu la vue. Il me fallait des lunettes, mais je n’aimais pas beaucoup ça et je ne les ai pas fait renouveler”. A l’époque ou j’appriis moi-même à connaître Gabrielle Mauroux, née Ledanois, sa vue diminuée et le fait de ne pas avoir de lunettes sous la main lui servaient de prétexte pour ne pas avoir à écrire devant les étrangers. A nous, elle ne se cachera bientôt plus de ne savoir écrire les mots que de façon phonétique tout à fait approximative. Elle nous dira, comme pour s’excuser : “Je n’ai pas été beaucoup à l’école, mais je me débrouille”. Pourtant, toute sa vie d’adulte, elle se débrouillera mal dans le calcul. Mère de famille toujours à court d’argent, elle me dira : “Je ne comprends rien aux prix”.

Au demeurant, il lui fallait aider à couvrir le prix de la survie d’un foyer durant les années d’avant-guerre, puis sous l’occupation. Après deux ans dans la confection, nous retrouvons Gabrielle dans une autre entreprise, à placer des couvercles sur des boîtes de cirage. Puis elle rejoint sa mère dans une blanchisserie, débouché traditionnel pour les femmes de milieu sous-prolétaire jusque dans les années soixante. Mais Gabrielle a alors 16 ans, et de se voir déjà vieille, travaillant comme sa mère parmi d’autres femmes de l’âge de sa mère, la désole. Rester debout sur ses jambes atteintes d’eczéma, demeurer au travail malgré une première pleurésie, c’est trop de misère pour son jeune âge. Gabrielle s’aventure dans la

prostitution ou dans ce qui peut passer pour telle dans la vie d'une jeune femme qui n'a pas d'autre moyen de fuir une vie familiale et professionnelle beaucoup trop écrasante pour sa faible santé. Plus tard, elle maintiendra avoir été renvoyée du foyer par son père pour avoir toujours voulu défendre sa mère contre ses coups et colères. En réalité, son père lui interdit de rentrer au foyer, le jour où il découvre ses escapades. Années terribles, se déroulant sous l'occupation allemande : "Je couchais n'importe où, dit-elle, la nuit, la police, elle venait me prendre pour me conduire au poste. Pour me laver, j'allais à l'hôpital, je prenais une douche..."

Tantôt à la rue, tantôt au poste, tantôt à l'hôpital ou "chez les Religieuses", c'est dans la rue que Gabrielle Ledanois rencontre Daniel Mauroux. C'est au sortir de la guerre, elle a dix-neuf ans, lui en a trente-cinq. "Il a été gentil avec moi, dit-elle, j'étais à la rue, il m'a donné un toit".

Mais que faisait-il là, ce provincial de trente-cinq ans, dans les rues de Paris ? Il ne le sait plus au juste, pas plus qu'il ne sait exactement ce que faisait son père, en Seine Maritime, au temps de sa naissance en 1910. "Mon père faisait des trous pour la SNCF, ou peut-être était-ce pour le gaz". De toute façon, ce père, il l'a à peine connu, puisqu'il partit à la guerre en 1914, et resta au champ de bataille.

La mère disparut peu après, mettant au monde une fillette, morte elle aussi.

Pour Daniel, toute sa famille semble être morte au même moment. C'est ainsi qu'il raconte parfois son histoire, car en perdant ses parents, il a perdu de vue un ou deux frères aussi. Devenus orphelins et pupilles de l'Etat, les enfants ont été séparés. Daniel fut recueilli par une grand-mère vivant à la campagne. Grand-mère très pauvre, à peine capable d'accueillir un seul de ses petits-fils, elle l'envoie à l'école du village, mais aussi, souvent, dans les fermes environnantes. Dès ses dix ans, il travaille dur, aux champs et à l'écurie, labeur d'enfant dont il lui restera une scoliose.

Intelligent, aimant beaucoup la lecture, il passe pourtant son certificat d'études, à la joie de l'instituteur du village qui lui promet un bel avenir. Un avenir qui n'arrivera jamais, car la grand-mère mourant peu après, Daniel devient définitivement pupille de l'Etat. Et l'Etat qui ne ménageait pas ses pupilles pauvres, plaça Daniel dans un collège, non pas comme élève, mais comme serviteur, petit larbin balayant les corridors et la cour, au lieu d'être assis en classe, aux côtés des enfants de son âge. Il travaillait aussi au jardin, mais "le soir, dit-il, je m'arrangeais pour lire".

Mais pourquoi rester à lire, sachant que, de toute façon, la vie sera faite de travaux

manuels pénibles ? À quinze ans, Daniel rompt avec le collègue en même temps qu'avec l'Etat tuteur. Il s'engage sur un terre-neuvas, tournant le dos comme pour de bon au collégien qu'il avait rêvé d'être. Sur l'embarcation, conduite mi à la voile, mi à la vapeur, il ne sera même pas jeune mousse sur le pont. Il est envoyé dans la cale, chétif aide-chauffeur, à se faire des brûlures aux jambes et aux pieds ; il en porte d'énormes cicatrices encore aujourd'hui. Celles-ci ne sont d'ailleurs pas les seules séquelles à lui rester de ces années-là. Le charbon est lourd, la déviation de sa colonne vertébrale et son déhanchement s'accroissent ; il devrait porter une ceinture, mais il ne le fait pas. Il commence à ressentir des brûlures d'estomac.

Durant les années de l'occupation, il reste à terre, "se débrouillant", comme il dit, dans la chaudronnerie, dans les fermes, ou comme bûcheron. La guerre terminée, il demande à pouvoir réembarquer. "Mais, nous dit-il, il y avait trop de marins et pas de bateaux (...). Par principe, on ne prenait que des jeunes, et moi, à la fin de la guerre, j'avais trente-cinq ans, j'étais vieux". Alors, déjà vieux, il monte à Paris, débute comme manoeuvre à l'usine, trouvant à se loger dans un hôtel meublé. Après le travail, solitaire, il marche dans les rues. Un soir, il rencontre Gabrielle Ledanois ; il ne la quittera plus.

Daniel et Gabrielle ne se marieront pas

tout de suite, et le mariage deviendra d'ailleurs, à leurs yeux, une entreprise de plus en plus aléatoire. Daniel, travailleur à la santé compromise, perd son emploi. Un premier enfant naît, en 1946, puis meurt, neuf mois plus tard. Arrive un autre fils, en 1948, pour mourir, lui aussi, avant d'avoir un an. Naît ensuite une fillette, en 1949, aussitôt prise en charge par l'Assistance Publique. En attendant, le couple a été expulsé de l'hôtel meublé et se réfugie de taudis en taudis. Daniel Mauroux cherche en vain un emploi stable à la mesure de ses forces. De-ci, de-là, il trouve un travail de courte durée, comme terrassier ou démolisseur. À l'exemple de sa belle-famille, il se met à la récupération, "faisant" les poubelles et les décharges proches du XV^{ème} arrondissement. Après la naissance du quatrième enfant, le premier à demeurer en vie et sous leur garde, les Mauroux se marient devant le maire. "C'est pour les gosses qu'on se marie" dit Gabrielle. Elle s'est sans doute aussi mariée pour le mari. Toute sa vie, elle ne cessera de dire : "C'est dur, ça a été dur. Mais j'étais contente de l'avoir trouvé, il a été bon pour moi".

Si Daniel a été bon pour sa jeune femme, il n'a pourtant rien pu faire pour se placer avec elle, pour placer les enfants toujours plus nombreux sur la ligne de départ de la France, sortie de la guerre et progressivement armée pour entrer dans l'ère de la consommation. Lui qui est épris d'instruction, son malheur n'est pas

seulement d'en avoir été privé. La vie va, par la suite, lui fournir un savoir à l'envers, un savoir qui le diminue au lieu de le grandir, au regard de la société environnante. Dans un monde où la vie professionnelle va bientôt s'acheminer vers la qualification et la spécialisation, lui "sait tout faire". Aide-chauffeur, bûcheron, manoeuvre à la ferme, balayeur, démolisseur, "je connais tout" dit-il. Mais il ne connaît que des occupations sans avenir et que son corps, de toute façon, ne peut plus assumer. Dans une société allant vers la consommation et le gaspillage, lui n'a plus pour recours que la récupération. Dans un pays commençant à réfléchir sur le planning familial, lui apprend l'imprévisibilité totale des dimensions d'une famille. Les enfants vont-ils vivre ? L'Assistance Publique en laissera-t-elle la charge aux parents ?

Au sein d'une vie économique où se rétrécit le marché informel, où les situations professionnelles sont désormais rigoureusement définies et doivent l'être pour donner lieu à la protection sociale, Daniel Mauroux ne connaît que les situations indéfinissables, mal répertoriées et jamais assez durables pour ouvrir le droit à de quelconques transferts sociaux. Quant à l'école obligatoire et gratuite dont ni lui-même ni sa femme n'ont profité, il apprend peu à peu qu'elle n'apporte rien non plus à des enfants mal logés et mal nourris, grandissant auprès de parents ayant appris le monde à l'envers.

CHAPITRE II

LA FAMILLE SOUS-PROLÉTARIENNE : UN AUTRE SAVOIR, UNE AUTRE LOGIQUE

Dans la famille Mauroux, tout savoir de la vie de son temps, tout savoir bien construit et utile à la participation au monde va d'ailleurs devenir inaccessible pour une autre raison. Les Mauroux, nous avons pu nous en apercevoir, ne représentent pas un cas isolé. Ils font partie d'une couche de population, la plus pauvre de France. Et les années cinquante sont des années véritablement terribles pour les plus pauvres de ce pays. Le patrimoine de l'habitat est dans un état déplorable ; si d'autres citoyens sont mal logés, les familles sous-prolétariennes ne sont pas logées du tout. Beaucoup de sous-prolétaires sont partis à la Légion, refuge de longue date des Français pauvres. Dans la mesure où ils rentreront d'Indochine, d'Algérie, leurs forces physiques sont compromises par des fièvres, par l'invalidité, par l'alcool. Quant aux sous-prolétaires demeurés en France, beaucoup doivent partir, un peu plus tard, au travail obligatoire en Allemagne. C'eût été le sort de Daniel Mauroux, s'il ne s'était tenu caché dans une ferme, puis dans la forêt en Seine-Maritime. Les sous-prolétaires, moins résistants au départ, ont souffert plus que les autres travailleurs de

l'expatriation, du travail au rythme forcé et de la malnutrition.

En France, par la suite, l'ensemble de tous ces malheurs se solde par un sous-emploi chronique, alors que les autres Français font leur entrée dans une ère de production nouvelle. Mais qui connaît cette histoire des plus pauvres ? Où sont les historiens, les facultés qui s'intéressent à elle ? Ils n'existaient pas hier, ils n'existent pas davantage aujourd'hui. Sinon, le Mouvement ATD Quart Monde eût-il ressenti la nécessité de se faire l'historien du Quart Monde en notre temps ?

Au cours de l'histoire récente, le sous-prolétariat de France nous avait pourtant conviés comme à un dernier rendez-vous possible. Un dernier rendez-vous, avant que la France ne se détourne définitivement de lui. Ce fut en 1954, et leur appel nous parvint par la bouche de l'Abbé Pierre. Ce que nous vîmes alors aux Portes de Paris, n'était que la pointe de l'iceberg. Et de la condition sous-prolétarienne, nous n'aperçûmes que le manque de logement. L'émotion, la bonne volonté, la générosité n'ont certainement pas manqué à l'époque. La recherche d'une compréhension sérieuse, elle, fit défaut. La France fut, sans doute, au rendez-vous, mais sans son Université pour s'expliquer la réalité de la misère. L'Université, absente de cette réalité, s'enfonça désormais pour longtemps dans un non-savoir entraînant un faux savoir, de fausses explications aboutissant à un faux savoir, aussi

concernant la société au fin fond de laquelle la misère persistait.

Ce fut le temps des sociologues n'interrogeant pas l'histoire passée, ni la réalité présente de l'exclusion des plus pauvres, refusant de regarder au-delà d'un monde ouvrier exploité certes, mais non pas exclu. Ce fut le temps de la voix solitaire de Jean LABBENS, ayant pris à son compte, au niveau universitaire, la notion d'un Quart Monde proclamée par un mouvement de simples citoyens.

Au demeurant, vers la fin des années cinquante, les anciens paupérisés des faubourgs et de la Zone retournèrent d'où ils étaient venus. Nous-mêmes retrouvons la famille Mauroux au Camp de Noisy-le-Grand où elle arrive après un séjour dans une cave, puis sous la tente. "C'est la Zone", soupire Gabrielle Mauroux, se souvenant des récits de sa mère durant son enfance. "C'est la Zone, je m'y retrouve, vous ne pouvez pas savoir", nous dira la grand-mère Ledanois, venue de son logement délabré à Malakoff rendre visite à sa fille.

Mais alors que la Zone se reconstitue sous forme de bidonvilles et de cités d'urgence, le monde alentour a changé du tout au tout. Conduire une charrette à ordures, être vêtu de chaussures dépareillées, d'un paletot trop large verdi par les années, être illettré et ne pas veiller à la scolarité des enfants, tout cela ne se fait plus. L'histoire des classes laborieuses avait bifurqué au XIX^{ème} siècle, les nouvelles po-

pulations appelées laborieuses se détachant du sous-prolétariat. Dans les années cinquante du XX^{ème} siècle, la nation française prit comme définitivement congé de la misère, s'en détachant au point de ne plus la reconnaître.

Madame Ledanois mère avait été familière des parasites de la peau et du cuir chevelu, de la mortalité infantile élevée, de la tuberculose et du rachitisme. Elle, sa famille, ses voisins, en étaient gênés, mais pas nécessairement honteux. Au Camp de Noisy, dans les cités d'urgence et de transit, ces fléaux continuent. Mais les victimes en sont désormais désignées comme coupables, puisque d'autres Français ont bien pu s'en débarrasser. De là va naître une lutte sourde mais acharnée entre une société pensant savoir ce qui est bon pour les pauvres, et une population sous-prolétarienne le sachant aussi, mais autrement. En France, mais aussi dans toute l'Europe occidentale, deux savoirs s'opposent désormais, faute de pouvoir se pénétrer, s'enrichir mutuellement, le savoir du Quart Monde d'une part et le savoir d'une société dotée d'écoles, d'universités, de technologie, de sécurités et de chances d'avenir, de l'autre. Cette lutte, comment se traduit-elle dans l'existence des Mauroux ?

La famille Mauroux est parmi les premières à accourir à l'appel de l'Abbé Pierre. Parmi les plus pauvres d'entre les sans-logis, elle ne passera pas dans une cité d'urgence, ensuite. Elle reste terrée, plus de dix ans durant, dans un des 252 igloos, abris en forme de demi-lune, au Camp de Noisy-le-Grand. Elle

emménage, deux parents et trois enfants, sur les 42 mètres carrés du logis au sol battu. Six autres enfants naîtront, dont quatre resteront en vie. Et la venue de chaque enfant sera une raison de plus de ne pas reloger le foyer en des lieux plus salubres. Alors, que restait-il à faire, aux Mauroux, si ce n'était de s'installer en ce camp du bout du monde ? Pourtant, de s'installer, arrangeant et entretenant ce semblant de logement, et - pourquoi pas ? - cultivant les quelques mètres carrés de "jardin" laissés à chacun..., de s'installer ainsi, admettant l'échec, les Mauroux l'ont refusé, dix ans durant avec acharnement.

Dix ans durant, les Mauroux firent, avec persévérance, le contraire de ce que le monde attendait d'eux. Ils n'admirent pas l'échec, et ne firent pas non plus ce qu'il eût fallu pour le surmonter. De l'avis des services sociaux, ils firent tout de travers. Ils ne cultivaient pas, comme il seyait à des gens d'aussi modeste condition, les pommes de terre ; ils ne se mirent en règle avec aucune administration, ni n'envoyèrent leurs enfants à l'école régulièrement, en bons parents. Ils firent tout de travers et survécurent, en sauvegardant deux biens qui leurs étaient essentiels, et que, par contre, la société environnante estimait beaucoup moins : la dignité personnelle et la famille.

La dignité, le fait de lui attacher un grand prix, va fausser, pour bien des années, le peu de dialogue se poursuivant entre la famille et la société environnante. Gabrielle Mauroux,

habituee à survivre grâce à l'entraide minime mais constante, développée au sein d'une population des faubourgs et de la Zone, habituée à se loger grâce à des voisins qui se passaient des adresses de taudis, de chantiers inhabités, d'hôtels meublés accessibles..., Gabrielle Mauroux se trouve, tout à coup, prise en charge par des oeuvres de bienfaisance, par une assistance venant de l'extérieur à laquelle elle ne se fait pas du tout.

Trop pauvre pour la refuser, elle va pourtant constamment se démarquer, affirmant l'honorabilité de ses origines : "Ma soeur, dirait-elle à la ronde, ma soeur est riche. Ma soeur et mon beau-frère gagnent beaucoup d'argent ; ils sont dans le commerce. Tous mes frères et soeurs habitent à Paris, ils ont de bonnes situations. D'ailleurs, on est brouillé, je ne les vois plus. Il n'y a que ma mère qui me soutienne un peu. Justement, elle aurait des colis à Noël pour nous, mais comme c'est des grandes affaires, je ne peux pas les transporter".

Gabrielle fabule-t-elle sur sa vie, se crée-t-elle une façade ? Peut-être y a-t-il un peu de cela, mais beaucoup plus important, elle nous raconte son histoire et l'histoire des pauvres de Paris, vues, vécues par elle. Vus de cette nouvelle Zone que représente le Camp de Noisy, ses frères et soeurs sont effectivement logés de façon honorable, en ville. La plupart habite des appartements vétustes et sans confort, mais "dans de vrais immeubles", comme diront les familles logées dans les igloos du Camp. Il est

vrai, aussi, que certains frères sont dans le commerce, car ils “font les foires”. L’un d’eux, l’ancien apprenti-confiseur, n’est jamais devenu confiseur, mais il va de marché en foire dans une caravane, vendant de la confiserie bon marché. Madame Ledanois mère habite un véritable taudis à Malakoff, mais il est vrai qu’elle fait des colis pour sa fille. Il s’agit de vêtements et autres affaires récupérées par un de ses fils chiffonniers.

En somme, Gabrielle Mauroux dit vrai. Elle nous communique un regard original, une connaissance inédite, sur des lignées de familles très pauvres, se terrant, depuis plusieurs générations, aux Portes de Paris. Aujourd’hui, ces familles se trouvent dispersées, rejetées en partie vers une ceinture de pauvreté plus vaste et plus lointaine, entourant un Paris plus gigantesque. Dans les années soixante, la fratrie Mauroux demeurait encore aux alentours des Portes de Vanves et de Versailles, et l’appartement délabré de la grand-mère à Malakoff demeurait un vrai refuge pour sa fille. Gabrielle empruntait à son entourage l’argent de l’auto-bus, pour conduire ses enfants à Paris, quand rien n’allait plus dans l’igloo de Noisy.

Mais la leçon d’histoire et la leçon de dignité que ne cessera d’offrir cette mère de famille, fille de la Zone, qui l’écouterà, l’enregistrera, la comprendra ? Les services sociaux “ne sont pas là pour ça”, comme nous le fera comprendre une assistante sociale de la Pré-

fecture. “Puisque ses parents sont fortunés, pourquoi ne cesse-t-elle pas de demander des secours à la Mairie ?” De fait, Madame Mauroux demande moins de secours publics, se montre plus indépendante que beaucoup de ses voisines en provenances de villes de province. Celles-ci ont aussi le sens de la dignité, mais elles ont été plus habituées aux oeuvres d’entraide que les familles de la ceinture de misère autour de Paris.

Madame Mauroux, ses voisins, le lieu-dit “Château de France” à Noisy tout entier, dans les années cinquante et soixante, sont une constante leçon d’histoire. Ils vivent et s’expriment en termes d’histoire. Le monde environnant les voit et leur répond en termes de “social”. Et un psychiatre engagé par le Ministère de la Population, après enquête, confirmera l’opinion générale que ces familles représentent des “cas sociaux”, un rassemblement fortuit d’hommes et de femmes faibles d’esprit. Dans la société française des années soixante, ne faut-il pas, en effet, être imbécile ou malade mental ou “caractériel”, pour vivre dans pareille misère ?

Fait notable, aucun des universitaires, des enquêteurs de l’époque, munis de longs questionnaires, ne remarquera que Madame Mauroux était très faible en écriture, que beaucoup de ses voisins étaient illettrés. L’hypothèse d’une population française analphabète ne leur vint pas à l’esprit et aucun chercheur scientifique ne peut éclairer les services sociaux reprochant aux familles de ne

même pas envoyer de temps en temps une lettre à leurs enfants placés au “Dépôt” ou dans les institutions de “l’Aide Sociale à l’Enfance”.

Daniel Mauroux, lui, sait le niveau d’instruction scolaire infiniment bas des familles du Camp et de sa propre femme. Il sait même très bien l’expliquer par l’histoire vécue par les uns et les autres. Personne ne lui demande cependant de communiquer ce savoir ; person-ne ne soupçonne qu’il y a là quelque chose à savoir. On eût pourtant pu le soupçonner en observant la façon dont ce père de famille réaffirma, à travers les années, sa dignité et sa valeur. Car faute de travail, de santé, de forces physiques, cet homme va asseoir sa dignité sur son instruction scolaire et son savoir livresque. Homme courtois et sensible, il ne fera pas honte aux voisins en faisant étalage de son certificat d’études. Mais le métier de chiffonnier lui a permis de mettre la main sur des quantités de vieux journaux, des collections entières de la Revue des Deux Mondes, d’Historia, de revues de géographie. Il les entasse littéralement dans l’igloo à peine meublé, le long des parois, sous les lits. Et, la plupart du temps sans emploi, presque constamment malade sans que les services médicaux en fassent le constat, il reste couché, une revue à la main ; il lit. “Pour papa, les journaux, c’est sacré”, diront ses fils, et lui-même ajoutera : “Je lis tout ce qui peut servir”.

Servir à quoi ? A quoi peut servir de lire Historia, quand on est travailleur manuel, sans

emploi, père de famille nombreuse sans logement ? Les services sociaux sont excédés : qui est cet homme, se prétendant un intellectuel, sans travail et couché, alors que les enfants n'ont pas de quoi se remplir le ventre ? Cet homme est Daniel Mauroux, se proclamant homme de bien, parce qu'homme de savoir, homme instruit, malgré la misère. "Quand je ne sais pas, je cherche dans le Larousse, comme il se doit", dit-il non sans fierté.

"Comme il se doit"..., en d'autres termes : "Je sais vivre, moi, je sais m'instruire"... Et jamais Daniel Mauroux n'admettra qu'*Historia*, la *Revue des Deux Mondes* sont des lectures pour milieux aisés seulement. Connaissant les maisons des intellectuels par leurs caves et leurs greniers, en y récupérant des revues vieilles de dix ans, il proclame le gaspillage du savoir, sa répartition injuste. Il proclame le droit d'un Mauroux, ancien garçon de ferme, ancien aide à la chauffe dans la cale d'une embarcation bretonne, d'être instruit. Il proclame que la dignité de l'homme repose sur son savoir, et que tout homme est capable de savoir.

Si Madame Mauroux est elle-même une leçon permanente d'histoire, la vie de Monsieur Mauroux, elle, est une déclaration permanente des Droits de l'Homme. Déclaration non-décodée, même pas perçue, ni par les travailleurs sociaux, ni par les chercheurs en sciences humaines qui passent par là. Voyant l'homme couché dans l'igloo encombré de

journaux, ils constateront qu'il "fait de la biffe" et qu'il est mauvais père de famille. Selon les normes de la société environnante, c'est exact. Car Daniel Mauroux ne peut pas faire fructifier ses lectures pour le bien des siens. Il n'a aucun moyen de sélectionner, de classer, d'articuler entre elles les informations. Celles-ci l'encombrent au lieu d'éclairer son intelligence et sa vie. Il emmagasine dans sa mémoire des faits sans lien, sans tenants ni aboutissants, et il n'en a pas d'usage. Sauf celui d'essayer d'impressionner son entourage "Dans ceux qui ont pris la Bas-tille, il y en avait un qui s'appelait Mauroux, alors peut-être qu'il est mon ancêtre...". Ses voisins, malheureusement, ne sont pas impressionnés ; ils le connaissent trop bien. "Il n'est pas plus malin qu'un autre" affirment-ils. Cela est vrai, Daniel Mauroux le sait et il en est humilié.

Avec tant de lectures, il n'a pas su devenir savant. Peu à peu, il s'enferme : "Je sais des choses moi. Ma femme, les voisins sont bêtes". Avec l'âge, il devient de plus en plus méprisant. En cela, il ne se distingue d'ailleurs pas des hommes et des femmes qui l'entourent. Ne pas savoir, ne rien maîtriser, se sentir inintelligent et, même, se faire toujours prendre pour un imbécile, est l'humiliation permanente infligée à une couche de population entière. "Tu n'es pas intelligent"...,"Il est bête", sont de véritables injures, proférées dans les cités d'urgence quand les antagonistes veulent se faire vraiment mal. Pour s'en défendre, et pour ne pas vivre dans l'insécurité intellectuelle

permanente, les uns et les autres se cantonnent d'ailleurs dans un mini-mum de maximes répétées inlassablement.

Ainsi l'intelligence s'obscurcit encore au fil des années. Daniel Mauroux, en lisant *Historia*, se trouve d'ailleurs spolié de plus d'une manière. Car, justement, il possède un savoir historique, mais rien dans ses lectures ne lui permet de s'en rendre compte, de le mettre en valeur. Il connaît la vie d'un orphelin pauvre dans les campagnes de Seine-Maritime entre les deux guerres. Il connaît à merveille les hôtels meublés parisiens entre 1945 et 1956. Il sait la vie des habitants et comment ceux-ci allaient coucher dehors chaque septième nuit, quand le propriétaire refusait de louer à la semaine. C'est une connaissance inédite, comme celle de sa femme sur les descendants de la Zone, mais elle demeure en friche, non organisée. Elle demeure surtout non reconnue et c'est la pire des spoliations : les sous-prolétaires se trouvent aliénés d'eux-mêmes, leur expérience de vie méprisée, leur savoir pourtant unique compté pour nul.

De ce mépris général vient aussi l'idée que les sous-prolétaires ne peuvent pas fonder des familles valables. Ils sont de mauvais parents, mais ils sont, surtout, des parents ignares et stupides. Pourtant, si la famille Mauroux existe, si les enfants sont toujours là, c'est grâce aux parents. "Les enfants, c'est ce qui compte", dit Gabrielle. Les services sociaux disent de même, mais ils n'entendent pas la même chose, pour autant.

“C’est pour les gosses qu’on se marie”, dit Madame Mauroux, en 1953. Son premier enfant demeuré en vie lui a été retiré, à peine né, sous prétexte que le foyer n’est pas légalement constitué. Cela ne lui arrivera pas une seconde fois. “On ne met pas au monde des enfants pour les abandonner ; c’est pour les garder pour nous. Même qu’on a vécu dans la misère et tout, c’est pas une raison pour les abandonner. Pour ma fille, Marie, en 49, je n’y pensais pas, je ne faisais pas attention, je pensais qu’elle allait à l’hôpital, à Denfert-Rochereau. Main-tenant, j’ai réfléchi que ma fille, on me l’a piquée”.

Pour garder désormais son foyer intact, elle va résister, tenter tout, supporter tout. Le coeur malade, elle accueille chaque nouveau-né avec fierté. Se relevant d’une pleurésie, elle fait de la lessive pour les voisins, afin de gagner quelque argent. Les jambes couvertes d’eczéma, puis d’oedèmes, elle se précipite vers l’autobus, sa ribambelle d’enfants dans ses jupes, fuyant vers sa mère, quand menace une inspection de l’aide sociale. Celle-ci la menace, à chaque mise à pied du mari, à chaque demande de secours, et celles-ci deviennent plus fréquentes à mesure que les années passent. Elles se multiplient aussi à mesure que grandissent les enfants et que, surtout en hiver, ils manquent souvent l’école.”Madame, dit l’assistante sociale, vous feriez mieux de placer les petits ; au moins seraient-ils bien nourris et iraient-ils à l’école. Maintenant, si vous les faites retourner à l’école, on vous accordera un secours, le mois prochain”. Pour Madame

Mauroux, le raisonnement n'est pas logique :
"Comment voulez-vous que ma gosse aille en classe, le ventre creux ? Il me faut le secours d'abord. D'ailleurs, Gérard n'a plus de chaussures, il ne va pourtant pas aller à l'école sans chaussures ?"

De ces deux femmes qui se parlent sans se comprendre, laquelle a raison ? Toutes deux resteront sur leurs positions. Et quand les secours n'arrivent pas, alors que les allocations familiales sont interrompues pour inactivité non justifiée du père, les fenêtres de l'igloo sont bouchées au moyen de carton et de journaux, la porte est bouclée de l'intérieur et, le dernier plat de pâtes servi aux enfants, tout le monde reste couché. L'année scolaire 1964/65 sera particulièrement noire et les enfants n'iront pratiquement pas à l'école. En guise de punition, les allocations familiales seront interrompues pendant de longs mois. Les enfants maigrissent, les parents ne sont plus que des ombres.

Inutile d'ajouter que, pour Daniel Mauroux, les temps d'inactivité supposée non justifiée sont fréquents. Pourtant, lui aussi, pour les enfants, essaye tout, subissant les affronts en silence. Atteint d'affections gastriques graves, le corps de plus en plus chétif, il se fait débardeur, déchargeur de camions, transporteur de radiateurs. Ce n'est jamais pour longtemps, et comme il ne cherche de l'embauche qu'auprès de petits patrons, il n'est souvent pas enregistré à la Sécurité Sociale. Alors, comme il dit lui-même, "les allocations chômage, faut pas y penser".

Curieusement, moins l'Etat verse d'allocations, et plus il fait d'investigations dans une famille nombreuse. Les services publics ne cessent de constituer, de compulsier, de se renvoyer mutuellement de lourds et accablants dossiers. N'eussent-ils pas pu en faire l'économie, lui accorder une pension, depuis que le Bureau de l'Emploi de l'époque le classe "non plaçable", les raisons invoquées étant "l'âge, l'aspect malingre, la nature de l'emploi souhaité et le lieu d'habitation" ? L'Etat n'y songe pas. Parcimonieux en allocations, il ne lésine pas sur les dossiers administratifs. D'enquête en inspection du domicile, de remontrance en rebuffade, Daniel Mauroux se plaint rarement. Il se tait et quand il ne supporte plus l'indignité, il se retire dans la pénombre de son igloo, et, sur son lit sans draps, se plonge dans la Revue des Deux Mondes.

Un soir, il reste dans mon bureau, longtemps. "Pour moi, je n'aurais pas accepté, soupirez-t-il, mais que voulez-vous, c'est pour mes fils, c'est pour ma gamine". Pour eux aussi, lui qui voulait faire des études, pousse, dès cinq heures du matin, une vieille voiturette d'enfant. En rentrant, il triera les chiffons avec son aîné. "Ça fera de quoi s'habiller ; c'est usé, mais ça leur fera chaud quand même". À l'hôpital de Montfermeil, les infirmières n'apprécient pas cet habillement de fortune. A l'une de nous qui accompagne le fils cadet, l'aide-soignante dira : "Ces gosses du Camp, on leur met n'importe quoi sur le dos. Qu'attendent-ils pour les placer ?" Avec le recul, nous-

mêmes nous demandons plutôt de quelles inventions, de quelles endurance, de quelles astuces durent faire preuve les Mauroux et les autres, pour échapper aux efforts systématiques de destruction intentés à leurs familles.

Car les Mauroux en témoignent : il s'agissait bien et il s'agit encore aujourd'hui, de détruire ces familles à la misère indécente, dont la logique semble narguer nos raisonnements, résister à notre savoir. Les services publics, les instances médicales les détruisent, en retirant les enfants, en faisant interrompre les grossesses. Les hommes politiques les étouffent de leur silence, parce qu'elles gênent le discours mené entre les partis. Les universitaires, les chercheurs en sciences économiques et sociales nient leur identité historique propre, non prévue dans leurs analyses sociologiques élaborées sans tenir compte d'elles. Tous les détenteurs d'instruction, d'une façon ou d'une autre, les assomment de leur savoir, n'attendant aucune réciprocité, puisque le savoir sous-prolétaire ne vaut rien.

En tout cela, le plus grave est l'absence de réciprocité. D'être considéré comme totalement inférieurs, même quand il s'agit de connaître, d'analyser leur propre existence, détruit les familles du Quart Monde plus que ne les détruisent la malnutrition ou la maladie.

CHAPITRE III

DES MODES DE PENSÉE EXCLUANT LES PLUS PAUVRES

Nous n'avons pas fini de parler de la vie de la famille Mauroux, de la vie du milieu dont elle fait partie. Mais au point où nous en sommes dans le récit de son histoire, je voudrais m'arrêter un instant à la question de savoir comment les Mauroux, comment les familles du Quart Monde, comment plus de deux millions de Français ont pu demeurer dans cet état d'impuissance, où l'homme ne peut pas avoir d'autre souci que de défendre sa famille des assauts destructifs d'une société tout entière. Comment ont-ils pu demeurer totalement impuissants, enchaînés au pied de l'échelle sociale, alors que d'autres, pauvres eux aussi, s'accrochaient aux échelons, les gravissaient, devenaient des partenaires reconnus de la vie économique et politique de notre temps ?

Peut-être me direz-vous que nos systèmes de production capitalistes les excluaient ou les gardaient sournoisement en réserve, main d'oeuvre de rechange à la merci des employeurs, en cas de grève ou de révolte. Cela est inexact, pour le moins en ce qui concerne l'idée de la mise en réserve de main d'oeuvre. Seul celui qui n'a pas regardé les corps des

sous-prolétaires souvent décharnés, minés par la maladie, perclus de rhumatismes, seul celui qui n'a pas rencontré leur regard tantôt absent, tantôt méfiant ou craintif, peut imaginer voir, en ces hommes et ces femmes, une armée de réserve à la solde du capitalisme. Celui-ci a des armes plus efficaces à mettre en ligne.

Par contre, pour son malheur, le sous-prolétariat de l'histoire moderne est certainement en réserve de dictature, disposé à se faire enrôler pour la cause d'un homme fort, qu'il s'appelle Hitler ou Fidel Castro important peu. Pour celui dont les efforts personnels demeurent toujours vains et qui se voit entouré toute sa vie par des voisins impuissants comme lui, la libération, le bonheur sont un coup de chance nécessairement provoqué par un homme de pouvoir. Être enrôlé pour une cause promettant le bonheur, se placer sous les ordres d'un homme incarnant la force, c'est le coup de chance. Nous pouvons donc retrouver les sous-prolétaires aussi bien dans les rangs fascistes que dans les rangs opposés. Ces alliances plus ou moins fragiles et éphémères, l'histoire plus lointaine les a connues également : lorsque les nobles ou les bourgeois enrôlèrent une paysannerie paupérisée à leur cause, par exemple. Ces situations nous disent où peut conduire la misère, non pas d'où elle vient.

De toute façon, pour revenir à notre temps, les structures strictement économiques suffisent-elles à expliquer la tolérance que

témoigne notre société pour la misère qui demeure comme un fantôme à la lisière de nos communautés urbaines et rurales modernes ? Nous ne sommes pas aveugles, beaucoup de nous savent l'aspect déplorable des familles habitant les rues, les courées, les cités sous-prolétariennes. Nous ne sommes pas non plus une génération au coeur de pierre. Notre pensée sur les Droits de l'Homme, notre sentiment de ce qui est dû à tout homme ont progressé. Aussi, si les structures économiques peuvent expliquer l'injustice, elles n'expliquent plus l'injustice passée sous silence par tous les partis politiques, par tous les groupements d'intérêts également. Alors, quelles lunettes avons-nous devant les yeux, quelles idées teignent notre regard, nous laissant insensibles à la misère au seuil de notre porte ? Quel malentendu, quelle erreur de pensée préside à cette situation inexplicable ? La Sorbonne, haut lieu de la pensée, n'est-elle pas l'endroit privilégié pour réfléchir à la question ?

Quand nous songeons aux erreurs de pensée possibles, une première nous vient à l'esprit, immédiatement. Car il semble avoir toujours existé, tout au long des âges, cette étonnante idée reçue que "toute humanité a son déchet". Cette idée a pu coexister en tous temps, semble-t-il, avec celle de l'homme fils de Dieu, de l'homme détenteur de droits absolus, de l'homme sujet de Déclarations des Droits de l'Homme. L'idée de l'homme inégal ayant été appliquée massivement aux plus pauvres, considérés comme de "mauvais

pauvres” à travers tous les siècles, nous pouvons penser que cette idée les a fermement maintenus en état d’inégalité extrême.

Nous pouvons d’ailleurs penser que la notion de “l’homme-déchet” imprègne toutes les explications de la misère, consistant à l’attribuer aux faiblesses caractérielles ou mentales des victimes. Dire : “Ce n’est pas de leur faute, ils sont inintelligents”, dire : “Cette mère de famille n’a pas eu de chance, son mari est un faible, il ne travaille pas”, c’est encore affirmer que la misère est une “malchance”, venant d’hommes mal-nés, mal-réussis, mal-tournés d’une façon ou d’une autre. Cette idée prend corps dans les initiatives les plus diverses à travers les âges.

Ainsi, elle donne lieu, au Moyen-Age, à l’affectation d’un prêtre, d’un évêque, au sermon annuel aux pauvres, s’adressant à ces pauvres trop miséreux pour prétendre au matricule ou même à une place dans l’hôtel-Dieu. Elle donne naissance, plus tard, aux “maisons de pauvres”, aux “maisons de travail”, à toutes ces formes d’enfermement des misérables, inventées par nos sociétés occidentales au long des XVII^{ème}, XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles. Aujourd’hui, nous la retrouvons encore, incorporée dans ces cités supposées d’un “transit éducatif”, en Allemagne Fédérale, aux Pays-Bas ou en France. L’idée est foncièrement la même : les plus pauvres sont à sermonner, à éduquer, à mener de main ferme pour les reconduire sur le bon chemin.

Pour dissiper toute confusion, faut-il préciser que le malentendu du “mauvais pauvre” ne découle pas nécessairement de l’idée de l’homme puni par Dieu ? Les familles du Quart Monde nous apprennent à ne pas attribuer ce malentendu, hâtivement, à l’une ou l’autre religion. Le Christianisme, le Judaïsme, le Bouddhisme connais-sent un homme éprouvé, appelé au repentir et à la purification sans doute, mais entrant dans le dessein de Dieu, son état sacralisé en quelque sorte. Le traitement infligé aux familles sous-prolétariennes, les accusations portées aux plus pauvres en d’autres temps, nous semblent relever d’une tout autre pensée, d’une expérience, d’un agacement, d’une indignation tout temporels.

La misère est, par définition, cette condition défigurant ses victimes, au point qu’elles deviennent méconnaissables au regard des autres hommes de leur temps. A la différence de la seule pauvreté, imposant une existence austère, faite de discipline et de rigueur, la misère interdit toute mesure, toute austérité. Face à des privations, des oppressions, des humiliations démesurées, l’homme est nécessairement conduit à des réactions démesurées elles aussi. Démesurées au regard de son entourage tout au moins.

Monsieur Mauroux, couché en plein jour, à lire Sélection, alors que son benjamin, faute de chaussures, n’a pas pu aller en classe, c’est excessif aux yeux de l’assistante sociale.

Tout comme paraît excessif le voisin venant d'encaisser trois mois d'arriérés des allocations familiales : il s'en est allé au supermarché acheter des biftecks, des fraises hors-saison, un vin de marque. Toute sa famille "se rattrape", comme dit son épouse. Il faut bien "se rattraper", en effet, se dédommager de trois mois de disette, de trois mois d'enferme-ment aussi, parce que sans argent en poche, mieux vaut ne pas mettre le nez dehors. Il faut aussi se dédommager de l'humiliation de l'entraide reçue des voisins. "Alors, comme ça, avec les allocations familiales, vous régalez les voisins", ne manqueront pas de dire certains.

Tout cela est l'envers d'une bonne conduite, d'un comportement justifiable, d'une existence "méritante". Si, en plus, les enfants volent, les jeunes roulent en voiture sans permis ni vignette, les parents sont pris au piège de la boisson, le verdict sera inéluctable : "Ces gens-là sont insupportables, incorrigibles ; avec eux, il n'y aura jamais rien à faire". Cette attitude n'a pas de rapport avec l'idée d'un homme du repentir, à respecter en homme touché par Dieu. C'est le citoyen se faisant juge de ses concitoyens, l'homme usurpant le rôle de Dieu.

Un autre rétrécissement de la pensée affecte par ailleurs notre regard sur la vie des plus pauvres à travers le temps. Peut-être découle-t-il du même malentendu ? Il consiste à lire l'histoire, à analyser la société, en termes de rapports de force, excluant du regard le

devenir des totalement impuissants. Karl Marx, en entreprenant sa dé-marche d'analyse, se plaça à la suite d'une longue lignée de philosophes et d'historiens. Il prenait aussi, plus simplement, à son compte, en le préci-sant, un regard ancestral de l'homme sur l'homme. L'essentiel de l'historiographie occidentale n'a-t-il pas été, pendant longtemps, le récit et l'analyse des puissances s'entrechoquant à travers les âges ? L'histoire des masses rurales pauvres, l'histoire des paysans de France, d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Irlande, ne nous a-t-elle pas été contée, d'abord, sous l'aspect de la violence de la lutte, de l'oppression et de la révolte ? Ses pre-miers repères ne furent-ils pas les grandes tribulations, violences des hommes ou de la nature d'ailleurs ?

Que les chroniqueurs et les historiens en soient restés là ou qu'ils aient affirmé et diversifié l'image, les plus pauvres apparaissent généralement tout au plus à la crête de la vague, lorsque, portés par le courant, ils font irruption dans l'histoire des nantis. D'où viennent-ils, où vont-ils, que deviennent-ils, une fois submergés à nou-veau ? Curieusement, les plus pauvres apparaissent comme n'ayant pas d'histoire par eux-mêmes, surgissant dans l'histoire des autres lorsque leur existence fait violence, appelant des mesures violentes en retour. Au reste, règne sur eux le silence, et les familles Mauroux et Ledanois sont un exemple de ce silence historique. Peut-être apercevrons-nous des visages des Mauroux pendant un très court instant sur les barricades de la

Commune ? Les survivants des faubourgs une fois rentrés chez eux, il n'est plus question d'eux dans nos chroniques. Ils disparaissent sous ces vocables traitant de haut toutes gens d'humbles conditions "le peuple de Paris", "les pauvres de Paris", "les milieux populaires", "les masses laborieuses". Tous vocables traduisant des généralisations abusives, décourageant tout effort de distinguer la silhouette des plus pauvres d'hier et - qui sait ? - de comprendre un peu mieux les plus pauvres d'aujourd'hui.

Karl Marx, nous y faisons allusion, fit mieux en ce sens qu'il nous avertit de ces silences à venir. Il nous décrit avec application, avec - pour son temps - beaucoup de finesse, une population bigarrée, se tenant, au-delà de la population ouvrière reconnue, comme au pied de l'échelle sociale. Il fait un effort de répertorier les habitants de cet "au-delà" de la population participant au processus de production. L'ayant répertoriée au mieux, il nous permettra d'analyser par nous-mêmes dans quelle mesure ses théories ignorent un état d'exclusion qui n'a plus de rapport avec l'exploitation de l'homme par l'homme. Il nous fournit l'instrument susceptible de servir à le critiquer ou, plutôt, il nous désigne l'homme de-meurant exclu de sa théorie, témoin de l'insuffisance, peut-être même de l'erreur foncière de son analyse. Karl Marx ne suivra pas Vincent de Paul qui proclame que les plus pauvres sont nos maîtres. Du moins nous laisse-t-il une description significative d'une population stagnante, flottante, aux

abords de la société industrielle naissante ; d'une population guettée par l'enfer du paupérisme ou déjà absorbée par lui ; d'une population à la limite de laquelle se tient l'homme sans feu ni aveu, l'homme supposé "déchet".

Nous continuons, aujourd'hui comme hier, d'assortir l'humanité d'un supposé "déchet naturel", et nous continuons, d'une façon ou d'une autre, à lire l'histoire politique et sociale des hommes en termes de rapports de force et de luttes auxquels les exclus n'ont jamais eu de part.

Comment les Mauroux, les Ledanois, comment les sous-prolétaires, frappés de ce double malentendu, de cette double exclusion, se frayeraient-ils un chemin vers notre histoire, vers notre scène politique, vers nos institutions démocratiques ? Nés d'une humanité considérée comme déchue, ils ne sont pas censés posséder un savoir utile. Et n'ayant ainsi apparemment pas de savoir à échanger, ni rien à nous apprendre, ne disposant d'aucun autre attribut du pouvoir, aucune porte ne leur est ouverte sur nos champs d'intérêt, sur nos luttes, ni sur nos projets d'avenir.

CHAPITRE IV

L'UNIVERSITÉ DU CÔTÉ DES OPPRESSEURS ?

Faut-il revenir encore sur les raisons de ne pas emprunter des chemins battus, de ne pas me servir des instruments traditionnels d'analyse de la misère ? D'autres peuvent dire infiniment mieux que moi les complexités de la vie économique qui tiennent à l'écart des systèmes de production les travailleurs du Quart Monde. D'autres peuvent dire les mécanismes de la distribution des revenus excluant les familles du Quart Monde de la consommation et de l'épargne. Ces approches sont évidemment nécessaires à notre compréhension. Comme sont nécessaires toutes autres approches relevant des sciences sociales et politiques.

La misère est un mal intégral, un cercle vicieux jouant à la fois dans la vie des victimes et dans celle de tous les autres citoyens partie prenante d'une société secrétant la misère et la maintenant. Cercle vicieux, ce mal se reproduit par un ensemble de réactions en chaîne, touchant tous les domaines de la vie personnelle et collective. Ces réactions en chaîne s'étendant d'une génération à l'autre, nous ne pouvons pas prétendre mettre aujourd'hui le doigt sur une cause première. Cela n'aurait d'ailleurs aucun

sens, le point de départ de la misère se cachant dans l'histoire. Nous ne remonterons pas le temps pour détruire cette origine. Plutôt que de mettre le doigt sur des causes, nous devons entrer dans des enchaînements, par conséquent, dans une histoire. Tout le monde peut y entrer, selon sa situation et ses compétences ; tout le monde doit entrer dans cette histoire et toutes les entrées sont bonnes.

Au demeurant, j'ai préféré aborder la réalité de la misère en m'attachant à certaines de nos manières de penser qui tendent à tenir les familles sous-prolétaires prisonnières de leur état. Ce choix me paraissait convenir au cadre universitaire retenu pour notre rencontre. Mais il y a plus important. Examiner un certain mode de pensée sur les plus pauvres nous permet de mettre en lumière l'injustice dont souffrent le plus les familles les plus démunies : celle d'être comptées pour ignorantes et incapables d'apprendre.

Injustice capitale que celle de vous compter inférieures et nulles, elle vous empêche, vous, familles du Quart Monde, de vivre dans le respect de vous-mêmes, dans le respect de vos proches, de vos voisins. Nous sommes réunis ce soir, vous et moi, et nos amis de toutes parts, pour proclamer cette injustice, nous engageant, chacun et chacune, à l'arrêter.

À vous, familles, les portes de cette salle, les portes de l'Université sont fermées en temps normal. Et au-delà de ces portes, vous sont

fermées, aussi, les portes de tous les domaines de vie et d'activité sur lesquels l'Université rayonne. Les portes ouvrant sur la vie des autres citoyens vous sont, par conséquent, interdites. Car l'Université, lieu où se bâtit et se partage le savoir, rayonne partout où existe une parcelle de ce savoir, jusque dans l'école primaire et l'instruction de base, jusque dans la vie du travailleur manuel ayant une part dans la vie économique moderne. Et partout où a cours une parcelle du savoir universitaire, le savoir et la parole du Quart Monde sont exclus.

L'empire de la pensée et de la logique universitaires est partout, même si le rayonnement de l'Université n'est pas également chaleureux et éclairant en tous les domaines de la vie ni pour toutes les couches de population. L'enfant dès son entrée à la Maternelle commence à capter ses reflets. Vous, familles du Quart Monde, avez bien du mal à en saisir le moindre reflet pour vos enfants. L'Université et ses re-tombées vous demeurent lointaines. Peut-elle faire mieux, a-t-elle fait mieux dans le passé ? Il faudrait tenter d'interroger le passé, pour savoir jusqu'où nous pourrions aller, aujourd'hui et demain. L'Université a-t-elle été l'amie des pauvres à d'autres époques ? Seuls des historiens spécialisés dans l'histoire de l'Université pourraient nous répondre. Le Mouvement ATD Quart Monde qui, avec les familles, tente de se faire historien de la misère, peut tout au plus poser les bonnes questions. Le Mouvement peut avoir, surtout, quelques idées sur les difficultés rencontrées par une Université en quête des plus pauvres. Sur ces

difficultés, je voudrais faire quelques remarques très brèves.

Regardons un instant l'Université à travers les yeux des plus pauvres. De quelle manière pourrait-elle se faire leur amie ? Elle pourrait prendre pour étudiants, éventuellement pour enseignants, des hommes, des femmes du Quart Monde. Elle pourrait, par elle-même, bâtir une connaissance significative sur l'extrême pauvreté, sur l'exclusion, sur leurs victimes. Elle pourrait, enfin, veiller à ce que son savoir, ses découvertes profitent aux plus pauvres de son temps. Trois chemins possibles. Les dirigeants des affaires universitaires ont-ils pu les emprunter ?

Les pauvres, étudiant en Sorbonne, ce fut l'ambition de Robert de Sorbon. Mais les "pauvres studentes", les étudiants pauvres dont il était question au XIII^{ème} siècle, étaient-ils vraiment pauvres, des fils de familles pauvres ? Ils furent, en toute probabilité, des étudiants sans argent en poche, mais leurs origines n'étaient pas pauvres pour la plupart. L'Université elle-même et certains étudiants étaient sans argent, parce qu'au Moyen-Âge, les nobles dont le métier était celui des armes et les familles aisées faisant leur fortune dans le négoce n'avaient pas pour habitude de doter richement ceux de leurs enfants voulant s'instruire sans entrer dans les Ordres. Les familles riches ni les rois n'avaient pour habitude de doter des facultés dispensant un savoir en dehors des institutions de l'Église. L'enseignement de l'Église n'était pas riche et

l'enseignement laïc tout entier était relativement pauvre.

Le XIII^{ème} siècle fut en quelque sorte un temps héroïque, où des hommes de bien, des jeunes gens épris de savoir imposèrent à leur société un nouveau type, une nouvelle classe d'hommes : les intellectuels, les instruits, les érudits, non plus une exception, mais une classe d'hommes. Certains des intéressés venaient des campagnes et bon nombre venaient d'autres pays. Un regard sur la paysannerie vraiment pauvre de l'époque suffit pour penser qu'ils ne lui appartenaient pas. Quel enfant de paysans pauvres, de journaliers, de domestiques de ferme pouvait, en ces temps, concevoir l'ambition ou même la seule idée d'une carrière d'intellectuel ? D'autant qu'il fallait, pour s'instruire, entreprendre un long voyage. Les ruraux pauvres, comment eussent-ils conçu la notion de voyage ? Eux ne connaissaient, en matière de déplacement, que la recherche de travail et la fuite de la famine, de la maladie, de la dévastation de leurs terres par la guerre, si ce n'était la fuite d'un créancier sans pitié.

Il ne faut pas rêver ni proférer des affirmations légères concernant les pauvres d'aucune époque. Ceux du Moyen-Âge ne furent pas de la partie quand Robert de Sorbon fonda son nouveau collège, où des clercs pauvres devaient pouvoir s'instruire tout en "restant en contact avec le peuple". Faut-il ajouter que, même si des hommes de milieux très pauvres eussent pu étudier à Paris, leur milieu d'origine n'eût probablement pas profité du savoir

acquis ? Les diplômes obtenus ne conduisaient pas à des débouchés professionnels dans des campagnes paupérisées. L'homme de loi, le médecin, l'enseignant, l'homme de lettres, avaient affaire ailleurs, au service des nantis, non pas des pauvres. L'espoir de Robert de Sorbon d'une intelligentsia restant en contact avec le peuple du Roi auquel il adressait ses demandes de "bienveillance" ne concernait que les moines.

L'Église, les Ordres religieux furent pendant longtemps les seuls "pauvres" à s'instruire pour partager leur savoir avec les pauvres de France. L'Université, en se laïcisant, en toute probabilité devait aller en sens inverse. Cela d'autant qu'à Paris comme ailleurs, à la fin du Moyen-Âge, à force d'avoir à lutter pour être reconnue, elle était déjà devenue d'une certaine manière une institution corporative. Les maîtres, les étudiants, les dirigeants s'organisaient pour défendre leur statut, leur prestige, leurs bourses et émoluments, leur droit d'habiter des locaux convenables. Et le corporatisme, - après tant de siècles d'expériences, sans doute pouvons-nous l'affirmer - n'est pas nécessairement compatible avec une solidarité authentique avec les plus pauvres.

Face à d'autres groupes de population, face à d'autres milieux, ayant tout au moins quelques chances d'entrer dans la corporation ou de profiter d'elle, les privilèges des milieux universitaires peuvent sans doute être présentés comme un bien pouvant servir à toute la Nation. Face aux plus pauvres, exclus de

l'accès comme de tout profit du savoir, ces privilèges s'avèrent parfaitement exclusifs, un moyen de s'installer dans le savoir, d'en garder pour soi le bénéfice et, à la limite, de le tourner en moyen d'opprimer les exclus. Au regard des plus pauvres, le corporatisme universitaire renforce la technocratie. Et la technocratie est compatible avec une solidarité de classe, non pas avec une solidarité entre tous les hommes.

N'est-ce pas ce qui rend quelque peu ambiguës toutes les luttes dans les universités pour les Droits de l'Homme, tous les enthousiasmes, sûrement sincères, des étudiants pour la libération des pauvres ? Sans doute font-ils avancer les consciences dans les milieux où s'exerce leur influence ? Il faut l'espérer, mais il ne faut pas ignorer la confusion et l'ambiguïté dans lesquelles les consciences progressent, quand elles sont stimulées par des corporations. Pour enseigner véritablement la liberté, les Droits de l'Homme pour tous, les corporations, face aux plus pauvres, devraient cesser d'être des corporations. Les Universitaires, pour être des leaders des Droits de l'Homme, devraient se dépouiller de leurs privilèges, du pouvoir que leur donne le savoir ; ils devraient faire le silence dans lequel pourrait enfin surgir la voix des plus pauvres. L'ont-ils jamais fait ?

Vous pourriez sans doute me reprocher de pratiquer un raccourci abusif. N'est-il pourtant pas permis de penser qu'entre les premières crises universitaires opposant les maîtres séculiers aux maîtres réguliers pratiquant la pauvreté et la gratuité, entre ces

premiers temps d'une corporation des intellectuels de Paris au XIII^{ème} siècle et le temps présent, il existe des ressemblances, et je dirai même, une cohérence remarquable ? C'était en 1252. Les maîtres séculiers d'alors reprochaient aux ordres mendiants de briser la solidarité en refusant de soutenir leurs revendications. Pour eux, la science n'était plus don de Dieu fait aux hommes ; elle était désormais fruit du labeur des hommes et, pour cela, ouvrant droit à la rétribution, aux privilèges. N'est-ce pas là le début de l'Université de Paris, privilège des nantis, désormais doublement privilégiés, recevant le savoir et recevant la rétribution du savoir ? Qui s'étonnerait de trouver au bout du chemin, en notre temps, cette Université choyée de la Nation et se plaignant pourtant souvent encore de l'insuffisance de ses dotations ?

Cette Université signe avec raison des pétitions pour Andreï Sakharov, pour les intellectuels dissidents de Prague. Mais a-t-elle raison de le faire sans se préoccuper en même temps de l'alphabétisation des plus pauvres du Nicaragua ? Car, contrairement aux informations officiellement diffusées, les plus pauvres du Nicaragua ne sont pas alphabétisés. Pas plus que ne sont alphabétisés les enfants les plus pauvres de Pologne. Le KOR, organisation de dissidents intellectuels polonais, offre son soutien aux ouvriers du mouvement "Solidarité". Cependant, revendique-t-il pour les travailleurs manuels le droit de profiter de l'Université, eux aussi ?

Alors, l'Université, des droits de quel homme se fait-elle le bastion ? Est-elle au clair avec elle-même, sur cette question ? Est-elle certaine de tout faire pour ne point laisser régner la confusion dans ses murs et dans l'opinion ? L'Université sait-elle seulement si elle est devenue, depuis 1252, plus libératrice des pauvres ? Les familles du Quart Monde lui posent la question, et elles demandent aussi la qualité du savoir acquis par l'Université au sujet de la pauvreté et des pauvres. Car cette Université, dont nous nous demandons si, à travers son histoire, elle a pu fréquenter les pauvres, a accumulé un savoir sur la pauvreté et la misère. Les études, les ouvrages, les enseignements ne manquent pas. Mais de quelle qualité sont-ils ? Les éléments de réponse à la disposition des familles et du Mouvement ne sont pas tous rassurants ; pas plus que ne sont toujours rassurantes ses rencontres avec les détenteurs de cette connaissance universitaire.

Oserai-je encore une fois me permettre d'abréger une hypothèse méritant des fondements plus fouillés et une vérification soigneuse ? Pour l'heure, je vous demande simplement ce que peut valoir une connaissance, ce que peut être une compréhension de la pauvreté, mal séculaire du monde, quand l'histoire des plus pauvres n'a jamais été mise au jour ? Que peut savoir une Université n'ayant jamais reçu pour mission, nulle part au monde, de connaître les plus pauvres à travers le temps ? Les Universités de France et des Etats-Unis ne donnent-elles pas des exemples attristants de connaissances ébréchées,

émiettées, résultats de recherches, de bonnes volontés, de curiosités personnelles, se poursuivant, s'interrompant, tâtonnant au fil des âges ?

L'Université n'a pas revendiqué, pour la Déclaration des Droits de l'Homme, le droit de tout homme d'être sujet d'histoire. Ont droit à une place dans l'histoire des autres les pauvres qui, d'une manière ou d'une autre, affleurent l'histoire des nantis. Ont droit à leur propre histoire, les pauvres qui ont pris de l'importance après coup. C'est ainsi que nous avons la chance de voir déterrer l'histoire ouvrière des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles. Ce n'est pas trop tôt, mais nous déterrons ainsi, avec plus ou moins de succès, une histoire dont une société et une université imprévoyantes n'avaient pas assuré l'enregistrement quand il en était encore temps. Comment discerner, maintenant, en ce XIX^{ème} siècle où tant de pauvres s'entrecroisent, l'histoire des uns et des autres ?

Nous faisons allusion, tout à l'heure, aux généralisations abusives : "les pauvres", "le peuple"... L'Université n'agglomère pas ainsi, impunément, des populations plus fortunées. Les pauvres, les plus pauvres, les familles Ledanois et tant d'autres, ne peuvent évidemment pas s'en défendre. Le voile jeté sur leur histoire les prive de leur identité historique et, par voie de conséquence, de leur juste représentation politique aujourd'hui. Et l'Université qui fait le silence sur elles contribue inconsciemment à leur asservissement. Pareille Université ne devrait-elle pas réfléchir sur la

façon dont elle dénonce les transgressions des Droits de l'Homme commises par d'autres ?

Pour notre part, nous sommes obligés de nous demander si une connaissance de la pauvreté, composée d'investigations dispersées et disparates, abandonnées à la bonne volonté de chercheurs individuels, sans garantie de durée ni évaluation périodique sérieuse, ne serait pas d'une valeur contestable. Les recherches sur la pauvreté situées comme hors-histoire, ne sont-elles pas une aberration ? Comme pourraient sembler une aberration certains ouvrages socio-économiques sur la pauvreté, parus en France ces années-ci, n'attachant aucun intérêt à l'histoire du Quart Monde.

Au demeurant, la qualité du savoir universitaire ne serait-elle pas fragile pour une autre raison encore ? Car dans le monde où le spécialiste est roi, celui qui peut prétendre avoir une connaissance sur une population impuissante à la contrôler et à la contredire, a entre les mains un pouvoir redoutable. L'Université est redoutable pour les plus pauvres, parce qu'elle représente le soubassement de la technocratie qui les opprime.

Reste cette troisième question des familles du Quart Monde : l'Université veille-t-elle à ce que son savoir, les fruits de ses découvertes, profitent aux plus pauvres ? La juste distribution des bienfaits de la science n'est évidemment pas de sa seule responsabilité ; elle est affaire de société. Mais Université et société ont un destin lié ; nous ne

savons jamais tout à fait où commence l'une, où finit l'autre, ni laquelle des deux freine l'autre ou la fait avancer. Des insuffisances que nous venons de signaler, l'une et l'autre sont co-responsables. Elles le sont aussi face à la distribution du savoir et de ses bienfaits. Distribution dont les familles du Quart Monde dénoncent l'iniquité. Il serait évidemment tout à fait excessif d'en accuser une seule institution. La question du Quart Monde est simplement de savoir si les universitaires, les détenteurs du savoir ont fait ce qui était en leur pouvoir pour être au service des plus pauvres.

La réponse ne peut évidemment pas être sans plus affirmative. L'Université, face aux plus pauvres, curieusement, fait figure d'écrasée. Elle parle, elle bouquine, elle emmagasine et distribue des richesses intellectuelles et culturelles, sans trop les compter ; elle ne compte pas non plus les jours, elle laisse filer les années et les siècles, toute à sa recherche et à son enseignement, sans trop savoir où vont les fruits de tant d'efforts. Cette Université peut-elle prétendre avoir fait tout ce qui était en son pouvoir pour que son savoir serve les plus pauvres ? Certes, elle ne devait ni ne pouvait se mêler de tout, être partout à veiller à une distribution égale. Elle n'est évidemment pas coupable des ulcères d'estomac de Daniel Mauroux, des pleurésies, des oedèmes de sa femme, à une époque où ces affections se soignent aisément. Elle n'est pas seule ni même directement responsable de l'école qui instruit mal les enfants. Mais n'a-t-elle pas failli à son devoir qui était, et qui demeure, de nier que

l'homme puisse être un déchet ? N'a-t-elle pas failli à sa responsabilité de restituer leur identité honorable aux plus pauvres, de les faire entrer dans l'histoire, de les faire connaître ? Elle n'a pas bâti un vrai savoir sur eux ni avec eux. Ne le faisant pas, ne donnant pas existence au Quart Monde, n'a-t-elle pas contribué directement à son état d'abandon et d'oubli ?

Faut-il penser pour autant que l'Université est, par choix et définitivement, du côté des oppresseurs ? Laissons, encore une fois, parler le Quart Monde.

CHAPITRE V

LE RENDEZ-VOUS À NE PAS MANQUER

Entre le savoir universitaire et le savoir sous-prolétaire, il y a un monde, disions-nous. L'un est aux antipodes de l'autre, et la société est aux antipodes du sous-prolétariat, puisque Université et société sont liées par les mêmes logiques, les mêmes modes de pensée, les mêmes attitudes mentales. De cette communauté de pensée fondamentale, nous avons pris deux exemples seulement l'idée de l'homme déchu et celle de l'inutilité de l'histoire des plus pauvres à travers les âges. Nous aurions pu en citer d'autres, mais ceux-ci nous paraissent déterminants pour le sort du Quart Monde .

Paradoxalement, des deux savoirs opposés, celui des sous-prolétaires est incontestable, alors que les théories non vérifiées dans l'histoire, les idéologies, les investigations partielles et épisodiques dans les Universités et autres instances de recherche pourraient apparaître comme un ensemble de connaissances dont la fiabilité ne résiste pas toujours à un examen lucide. De ce non-savoir, de ce faux savoir caractérisant le sort fait aux familles les plus

défavorisées, les parents Mauroux ont vécu les effets destructeurs. Et la destruction se poursuit dans la vie des enfants. Car où en est cette famille ?

Les parents, après bien des péripéties, ont trouvé un dernier pied à terre dans l'Aube : un logement vétuste au sanitaire bancal. Pour en payer le loyer, ils attendent une allocation-logement. Mais pour établir leur dossier, l'assistante sociale demande malheureusement des quittances de loyer. Voilà la logique d'une société strictement réglementée, s'opposant une fois de plus à la logique de la misère. Cette même société, pour protéger les vieux jours de l'ancien homme à tout faire que fut Monsieur Mauroux, a besoin d'une reconstitution de carrière. C'est une règle établie par une administration ignorant les carrières chaotiques des sous-prolétaires. Daniel Mauroux voit encore une fois comptés pour nuls bon nombre d'emplois dont il se rappelle toute la peine, sans pouvoir en rendre compte par les attestations requises. "À douze ans, j'ai pourtant été emballleur de canettes", dit-il non sans dépit.

Monsieur Mauroux a tiré, de trois caisses différentes, la somme globale de 18 500 francs pour 1982. Avec une bourse scolaire pour le fils cadet, quelques versement régulièrement interrompus pour une situation de chômage aux contours confus d'un autre garçon, deux parents et deux jeunes de 15 et 18 ans ont dû

vivre de quelque 450 francs par mois et par personne. Les Mauroux, tous deux malades depuis leur jeunesse, ne s'en plaignent pas trop. Ils peuvent se nourrir, cela n'a pas toujours été le cas dans le passé. Leur condition les gêne mais ne les étonne pas. Ils connaissent des familles alentour. Ils ont été entourés toute leur vie par d'autres foyers partageant les mêmes privations. Ils craindraient d'ailleurs de pousser trop loin leurs demandes : "Si on était au Fonds National de Solidarité, ils s'en prendraient à nos enfants". Ce qui serait une humiliation s'ajoutant à tant d'autres. Car les enfants ne semblent pas réussir beaucoup mieux que les parents.

De quatre fils et une fille partis du foyer, aucun n'a un métier reconnu ; tous sont manutentionnaires dans des emplois typiquement sous-prolétaires : peintre au pistolet, emballer, chauffeur-livreur, homme à tout faire dans une petite entreprise de machines-outils, homme de main plutôt qu'apprenti chez un petit garagiste. Plus grave, tous ont quitté l'école sans avoir obtenu une base d'instruction susceptible de favoriser une éducation permanente, une formation pour jeunes travailleurs, un recyclage quelconque. Ils n'ont pas de bagage intellectuel suffisant, n'ont pas appris un rythme de vie, un mode de pensée d'ouvrier moderne ; ils ne savent pas calculer, ni planifier une existence. Un ou deux sont toujours au chômage.

Au travail ou dans l'inactivité, ils fréquentent d'autres sous-prolétaires et non pas des travailleurs venant de milieu ouvrier. Ils fréquentent des bistrots, non pas des bars ni des discothèques. Ils font de la bicyclette sur des engins plus ou moins usagés, alors que les jeunes du monde ouvrier, mieux équipés, s'adonnent à des sports plus prestigieux. Ainsi, en marge de la condition ouvrière, ils demeurent ignorants du monde ouvrier ; ils savent s'orienter dans un milieu sous-prolétaire, ils n'ont aucune boussole pour s'orienter dans le monde alentour.

Evelyne, seule fille de la maisonnée, s'est mise en ménage puis a épousé un jeune homme qui change lui aussi souvent d'emploi. Le couple habite avec un premier bébé dans un immeuble HLM, une sorte de logement en sous-sol ne voyant jamais le soleil. Le chauffage y a été coupé dans toute la cage d'escalier, pour défaut d'acquittement des charges. Pour Evelyne comme pour ses voisins, se chauffer en HLM est un luxe, même quand on a un enfant en bas âge.

Une nouvelle génération sous-prolétaire a ainsi repris le chemin de la vie. Prendront ce même chemin deux autres fils Mauroux, l'an prochain. L'un sortira de l'enseignement général à seize ans, avec quatre ans de retard, l'autre aura accompli son service militaire à vingt ans, n'ayant tenu que deux emplois

temporaires, de manutention et de courte durée, entre ses 16 et 18 ans. Pour le cadet, encore à l'école mais également avec un retard important, Daniel Mauroux va nous lancer comme un dernier défi ou peut-être - qui sait ? - nous donner un dernier rendez-vous. "Mon fils, nous dira-t-il, avant de faire son service militaire, je l'aurais bien vu dans la charcuterie. S'il m'avait écouté, le charcutier dans la grand-rue l'aurait pris pour apprenti. Pour mon plus jeune, Paul, faut qu'il se lance dans l'électronique. L'électronique, il n'y a que ça !"

A croire qu'en Daniel Mauroux demeure inscrite une Déclaration des Droits de l'Homme, alors que sa femme est en elle-même un manuel de l'histoire des plus pauvres de son époque. Elle garde les craintes ancestrales de la maladie : "Il touche à des colorants nocifs, il va tomber malade ; surtout qu'il travaille dans le froid, dans les courants d'air ; c'est une pneumonie qu'il aura". Elle n'est jamais sortie de l'ère où les pauvres ne pouvaient pas se soigner ni se prémunir. Son mari, lui, à force de lire les journaux ramassés dans les poubelles et les caves, se porte dans un avenir qui est, en vérité, l'avenir des nantis, l'avenir de ceux dont il a récupéré les vieux papiers. "Mon fils, faut qu'il se lance dans l'électronique".

Et pourquoi pas ? Ne serait-ce pas enfin justice ? Daniel Mauroux, savant de la misère, n'aurait-il pas, en ces quelques mots, résumé

une politique fondant enfin les Droits de l'Homme, offrant pour instrument de leur libération l'électronique aux sous-prolétaires ? Daniel Mauroux n'entend pas que la société offre à ses fils n'importe quel moyen d'insertion au travail. L'électronique, pour lui, est le prolongement de ce qu'il a trouvé dans les revues *Historia* et *Sélection*. De ces lectures, de livres d'enfants et d'adultes trouvés en faisant la chine, il a étoffé la vie et l'esprit de ses enfants. Il les a fait lire, mais la société environnante n'a pas suivi l'effort. Tous ses fils lisent, mais ils n'ont pas fait les lectures qu'il fallait pour entrer dans le monde de leur temps. Aujourd'hui, il faut savoir lire les signes sur un écran d'ordinateur, il faut savoir écrire en faisant courir les doigts sur un clavier électronique. Daniel Mauroux ne connaît pas le détail, mais il sait l'essentiel : participer au savoir du monde passe désormais par l'électronique ; l'ordinateur n'est pas un but en soi, il permet d'entrer dans la pensée des hommes. Sur le buffet, dans son logement délabré où l'écoulement des eaux usées est bouché depuis huit ans, traîne un petit appareil de jeu électronique, un "gadget" comme on en vend dans certains supermarchés. Les parents l'ont acheté pour Paul sur l'argent de la bourse scolaire. Il s'agit d'un jeu consistant à éviter de glisser sur des peaux de banane.

Par cet achat, les parents Mauroux lancent un signal, font acte de contestation,

adressent un appel, donnent rendez-vous à l'école, à l'université, au monde alentour. L'Université, malgré son histoire, pourrait-elle cette fois-ci ne pas manquer le rendez-vous ? Malgré son histoire, mais aussi à cause d'elle, peut-être ? Puisque cette histoire de corporatisme, cette histoire d'accaparement du savoir et du pouvoir que confère le savoir, nous l'avons dit, est aussi une histoire de gratuité, de désir de dépenser les connaissances sans compter. Malgré ses confusions et ses erreurs de parcours, à travers ses ignorances et ses aveuglements, l'Université a transporté, à travers les âges, un idéal contredisant ses propres comportements. L'idéal de la connaissance reçue comme un don et à transmettre gratuitement. Cet idéal, ne pourrait-il la conduire au rendez-vous à ne pas manquer ?

CHAPITRE VI

LA RÉCIPROCITÉ

Le savoir est un but à poursuivre sans calcul, un bien en soi, un bien de l'humanité. Ainsi dit l'Université, quand elle conteste la science réduite à un outil mis au service de la production économique. Ainsi disent les chercheurs, quand les fonds publics sont affectés à des recherches susceptibles de conduire, essentiellement, à des applications industrielles rentables. Ils ont raison de défendre la cause d'un savoir qui doit élargir les esprits plutôt que de consolider avant tout la progression du bien-être matériel. Encore, le Quart Monde les invite-t-il à aller jusqu'au bout de leur logique.

Le savoir est un bien en soi, s'il garantit l'avancée de la vie intellectuelle et spirituelle de tous les hommes, et non pas de certains seulement, au prix de la plus grande dépendance des autres. Il peut, en toute justice, être poursuivi aux frais d'une Nation, s'il est un bien commun non pas seulement en théorie, mais un bien rendu commun à tous par des efforts précis, tangibles et bien identifiables. De tels efforts ont été tentés, avec fidélité et non sans résultats, au cours des siècles.

L'histoire démontre en effet que le savoir apprend peu à peu à descendre l'échelle

sociale ; qu'il a appris à aider des couches de population à s'en approprier une part plus consistante. Elle ne nous révèle pas encore, nous l'avons vu, que ces progrès se réalisent au prix d'une oppression toujours plus étouffante des plus pauvres qui demeurent sans instruction. Elle ne le dit pas, parce qu'elle est amputée de l'histoire des plus pauvres. Elle fait partie d'un savoir universitaire faussé, parce qu'il est privé - nous l'avons dit - d'une partie explicative essentielle. Si l'histoire des plus pauvres était contée, la Nation saurait que les familles des faubourgs et de la Zone d'il y a soixante ans pouvaient donner le jour à des enfants et les garder, même si les parents étaient illettrés et ignorants des vaccinations et des soins infantiles élémentaires. La Nation saurait qu'en ces mêmes familles, les enfants sont aujourd'hui comme des otages aux mains de l'Administration : "Si vous ne remplacez pas ce vieux matelas par un berceau hygiénique, nous placerons votre enfant à l'Aide Sociale à l'Enfance". Le droit à la santé des uns est devenu l'obligation à la santé des autres, le plus grand savoir des non-pauvres est devenu l'humiliation, la dépossession constantes des très pauvres.

Les familles du Quart Monde ont payé cher, et de plus en plus cher, la démocratisation progressive de l'instruction. En descendant l'échelle sociale, le savoir des autres pèse d'un poids toujours plus accablant sur une couche de population d'autant plus opprimée qu'elle est minoritaire, en surnombre, et sans aucun poids

dans la balance politique. Contre ce savoir qui donne d'une main la justice, pour la reprendre de l'autre, contre ce savoir introduit "par le haut" si l'on peut dire, il n'existe qu'un seul remède : le savoir introduit par le plus bas, le savoir montant dans la société comme un ballon d'oxygène, le savoir émulation, celui des chances égales. Est-ce là une belle image, d'autant plus satisfaisante qu'elle est abstraite, sans exigences concrètes pour la vie de chacun de nous ?

D'abord, ce n'est pas une image, mais une équation, celle des chances égales. De ces chances, nous n'avons que trop parlé en continuant d'offrir, à chacun, une part du bien commun en proportion de sa contribution. Pour égaliser les chances, il fallait inverser les proportions, investir plus et mieux, là où le bagage de départ était moindre. Question d'arithmétique élémentaire, même l'Université n'a pas tenté de clarifier la signification exacte de ce qui est demeuré un slogan : celui de l'égalisation des chances à la ligne de départ.

Le savoir, un don gratuit et non un mérite rémunéré selon les lois d'une technocratie économique soigneusement réglée, le savoir investi en priorité là où il est absent et non pas là où il existe déjà : en prenant ainsi rendez-vous avec le Quart Monde, l'Université fait-elle autre chose que de prendre rendez-vous avec ses propres idéaux ? Ce qu'il y a aura de nouveau à apprendre - car il y a toujours de l'inédit dans une rencontre avec les exclus - ce

sera la réciprocité. Le Quart Monde, source d'un savoir unique, le travailleur sous-prolétaire, détenteur d'une connaissance dont l'universitaire a besoin pour avancer : voilà le véritable renversement, la seule chance d'un changement fondamental dans la répartition des rôles. Et cette chance unique de changement, l'Université la tient entre ses mains.

Les partis politiques, les organisations ouvrières et familiales, les institutions de représentation démocratique, toutes les institutions sur lesquelles reposent la société française et la Communauté Européenne ont à réviser, à repenser leur constitution, leur composition, leurs sources d'inspiration, leurs façon d'alimenter leur pensée et leurs analyses. Qui sont les citoyens dont la parole tient lieu non pas seulement de témoignage mais de directive ? Qui sont les citoyens dont la situation sera la mesure de notre justice ? Mais l'Université a, ici, une responsabilité essentielle à assumer. Ses privilèges reçus, le prestige accordé à ses détenteurs du seul fait qu'ils sont des privilégiés, l'obligent à donner l'exemple. Elle doit au Quart Monde de prendre la tête d'un véritable mouvement, mettant son prestige dans la balance. Elle doit à la société qui la fait vivre de remettre d'aplomb ses sciences morales, sociales, économiques et politiques. Elle doit mettre de l'ordre dans ses analyses sociologiques, ses connaissances historiques.

La responsabilité morale et politique et la rigueur scientifique obligent l'Université à se

tourner vers le Quart Monde, non pas pour enseigner, d'abord, mais pour dialoguer et apprendre. Et quand nous disons l'Université, nous entendons l'Université avec toutes ses institutions et ramifications ; nous entendons aussi l'Université avec tous les citoyens qui, d'une façon ou d'une autre, détiennent une parcelle du savoir commun. Le temps est à la réciprocité du savoir, c'est-à-dire à la réciprocité entre tous ceux qui savent et ceux qui sont exclus. Et cette réciprocité est une exigence concrète et dure ; il ne s'agit pas de prêter une oreille bienveillante, de pratiquer un semblant d'écoute, en guise de thérapie psychologique. Il s'agit de demander à une population au pied de l'échelle sociale de nous livrer sa pensée et ce qu'elle connaît ; de lui demander de nous prendre au sérieux et de nous faire confiance. Il faut bien comprendre ce que nous demandons-là. Nous proposons à une population plongée dans l'insécurité depuis des générations de prendre de nouveaux risques avec nous.

Car qui lui dit qu'elle ne s'expose pas à de nouvelles humiliations, à de nouveaux coups durs ? Ne lui disons-nous pas depuis toujours qu'elle est incapable et inefficace ? Ne l'avons-nous pas, à ce titre, privée de toute autonomie et de toute parole ? Il nous faudra, en vérité, être convaincants, et nous ne le serons pas par de bonnes paroles seulement ; il faudra poser des actes. Jules Ferry connaissait cette nécessité de convaincre un peuple pauvre que le temps de l'école pour tous était arrivé. Il

ne suffisait pas d'ouvrir des écoles ; encore fallait-il des maîtres qui incarnent la volonté d'enseigner, s'installant dans les quartiers et les villages en hommes, en leaders acharnés à enseigner. Encore fallait-il que les familles des quartiers et des villages sachent que ces maîtres et que leurs enfants-écoliers étaient portés par un mouvement d'opinion, par un courant national de confiance dans la capacité d'apprendre des enfants. Le vrai combat de Jules Ferry était là, dans la création d'un temps favorable aux pauvres. Il a été combattu, non pas pour avoir ouvert des écoles, mais pour avoir créé ce temps favorable à un peuple en y mettant le prix de l'école.

N'avons-nous pas à faire de même, à poser des actes précis et visibles, non pas seulement comme un but en soi, mais dans la perspective de créer un temps nouveau ? Les étudiants dans la rue pour échanger des connaissances, les étudiants dans la rue, non pas au nom seulement d'une jeunesse de bonne volonté mais au nom de l'Université et de la société, soutenus par leurs professeurs...; les universitaires dans la rue, non pas pour enquêter, non pas pour stocker des informations pour eux-mêmes, mais pour se faire enseigner, se faire corriger, prêts à remettre en question, non seulement leur savoir, mais les fondements, la méthode, la signification du savoir...; les instruits dans la rue, prêts à remettre en cause l'usage fait de leur instruction, la manière d'être et de vivre fondée sur l'instruction. C'est cela, le renversement.

Les moyens en sont simples, mais ils sont à mettre en oeuvre de façon convaincante, publiquement : bibliothèques de rue, pivots culturels, “clubs lire et écrire”, “clubs du savoir”, maisons des Droits de l’Homme, lieux de toutes sortes, favorisant l’exercice à la pensée commune, à la parole publique, à l’échange des connaissances. Toute idée de glaner un savoir sans réciprocité est ici à exclure ; les travailleurs, les familles du Quart Monde ne nous enseigneront pas, n’appren-dront pas de nous, si ce n’est dans un échange où chacun avance grâce aux autres. Toute autre égalité est fictive et les sous-prolétaires ne s’y sont pas trompés.

L’heure n’est-elle pas venue de ne plus nous tromper d’égalité nous-mêmes ? Aller aux antipodes, savoir aller où nous attendent les Droits de l’Homme, être enfin au rendez-vous, n’est-ce pas la chance offerte à notre temps ? Comment notre génération serait-elle crédible aux yeux de l’histoire, si elle ne saisissait pas cette chance, ici et maintenant ?

Ouvrages du Père Joseph :

- *Les pauvres sont l'Eglise*, (entretien avec Gilles Anouil), Paris, éd. du Centurion (Coll. «Les interviews»), 1983,(2ème éd. : 1994), 252 pp.
- *Heureux vous les pauvres*, Paris, éd. Cana, 1984, 296 pp.
- Les pauvres, rencontre du vrai Dieu, Paris, éd. du Cerf/éd. Quart Monde, 1986, 156 pp.
- *Paroles pour demain*, Paris, éd. Desclée de Brouwer, 1986, 144 pp.
- *Écrits et Paroles. Aux volontaires*, tome 1. 1960-67, Paris/Luxembourg, éd. Saint Paul/Quart Monde, 1992, 560 pp.
- *Écrits et Paroles. Aux volontaires*, tome 2. Mars/Mai 1967, Paris/Luxembourg, éd. Saint Paul/Quart Monde, 1994, 148 pp.
- *Vivre l'Évangile dans la famille*, Cahiers de Baillet, éd. Quart Monde, 1993, 48 pp.

Sur le Père Joseph :

- Alwine de Vos van Steenwijk, *Père Joseph*, éd. Quart Monde, 1989, 236 pp.
- Alwine de Vos van Steenwijk, *Le Père Joseph, un chemin d'unité pour les hommes*, Cahiers de Baillet, éd. Quart Monde, 1992, 120 pp.
- Eugène Notermans, *Le Père Joseph, la passion de l'autre*, Cahiers de Baillet, éd. Quart Monde, 1992, 40 pp.
- *Le Père Joseph Wresinski. Témoin des plus pauvres de tous les temps*, Paris, éd. Quart Monde (Coll. Racines), 1992, 50 pp.
- Francine de la Gorce, *L'espoir gronde*, Paris, éd. Quart Monde (Coll. Racines), 1992, 256 pp.
- Francine de la Gorce, *Un peuple se lève*, Paris, éd. Quart Monde (Coll. Racines), 1995, 326 pp.
- *Dictionnaire de Spiritualité*, article «Joseph Wresinski», Paris, éd. Beauchesne, 1994.
- *Une spiritualité à partir des plus pauvres*. Actes du Colloque tenu à Chantilly, les 10 et 11 décembre 1993, Cahiers de Baillet, éd. Quart Monde, 1994, 156 pp.
- *Une lumière contre l'intolérable. Paroles du Père Joseph Wresinski* (extraits d'ouvrages publiés), album, 50 photos, Paris. éd. de l'Atelier, 1994, 112 pp.
- Thierry Monfils, *Le Père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde*, éd. Culture et Vérité, 1994, 164 pp.
- Jean-Claude Caillaux, *Père Joseph Wresinski, "Nous verrons le soleil"*, éd. du Livre Ouvert, 1995, 66 pp.

Imprimé par J. Basuyau/Vauréal - Février 1996
Mise en page L et D Rouffët

Texte pour la couverture

Père Joseph Wresinski

Né d'un père polonais et d'une mère espagnole, le 12 février 1917, l'enfant Joseph Wresinski grandit dans un foyer très pauvre à Angers. Il est ordonné prêtre le 29 juin 1946, à Soissons. Curé dans des paroisses ouvrières et rurales, pendant dix ans, dans le département de l'Aisne, son évêque lui propose en 1956 de rejoindre un camp de sans-logis, à Noisy-le-Grand (région parisienne). C'est là, avec des familles dans un dénuement total, qu'il fonde le Mouvement ATD Quart Monde et qu'il est rejoint par des hommes et des femmes qui, quels que soient leurs enracinements culturels et spirituels, décident d'engager leur volonté et leur vie à la destruction de la misère partout dans le monde (volontariat). Il crée un réseau d'«alliés» qui se «compromettent» pour que la misère ne soit plus considérée comme fatale. (En 1993, l'ATD Quart Monde est implanté en 116 pays, à travers un *Forum permanent de la grande pauvreté*, et le Volontariat (350 volontaires-permanents) en 24 pays à travers quatre continents).

Membre du Conseil économique et social de la République française depuis 1979, le Père Joseph rédige un Rapport aux répercussions sociales et politiques importantes à travers l'Europe et même dans le monde, Grande pauvreté et précarité économique et sociale (février 1987). Le 17 octobre de la même année, il inaugure une Dalle, sur le Parvis des Libertés et des Droits de l'homme (au Trocadéro, à Paris), sur laquelle il avait fait graver : « *Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.* »

Depuis sa disparition, le 14 février 1988, il repose sous la chapelle qu'il a construite au Centre international du Mouvement ATD Quart Monde (à Méry-sur-Oise, France).

En décembre 1992, l'Assemblée générale de l'ONU décrète le 17 octobre de chaque année *Journée mondiale du refus de la misère*.

Maison Joseph Wresinski
2, rue de la Gare
95560 Baillet-en-France